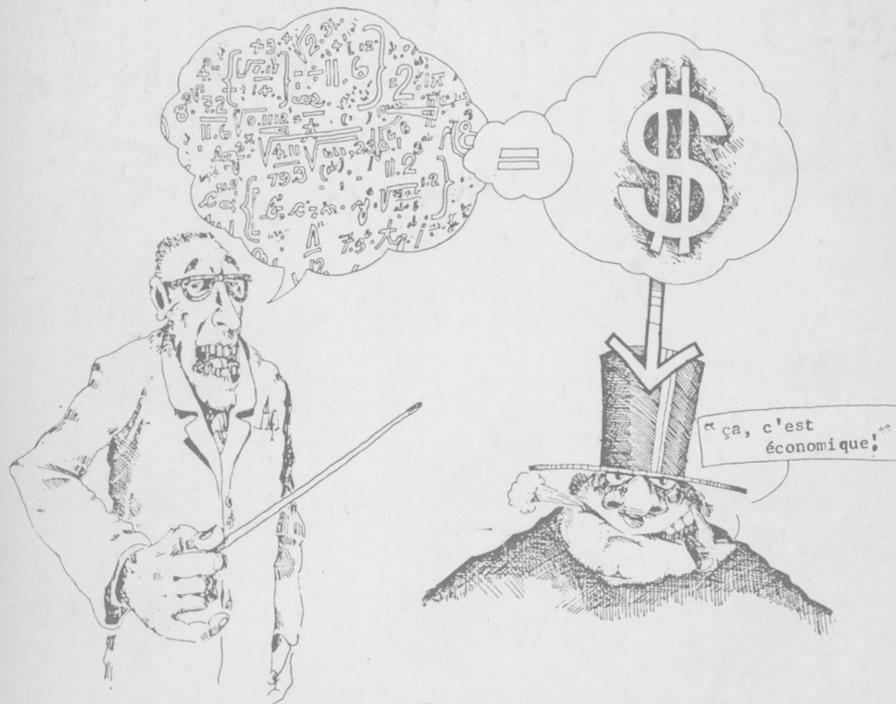


# INTERVENTIONS CRITIQUES # 1

## EN ECONOMIE POLITIQUE



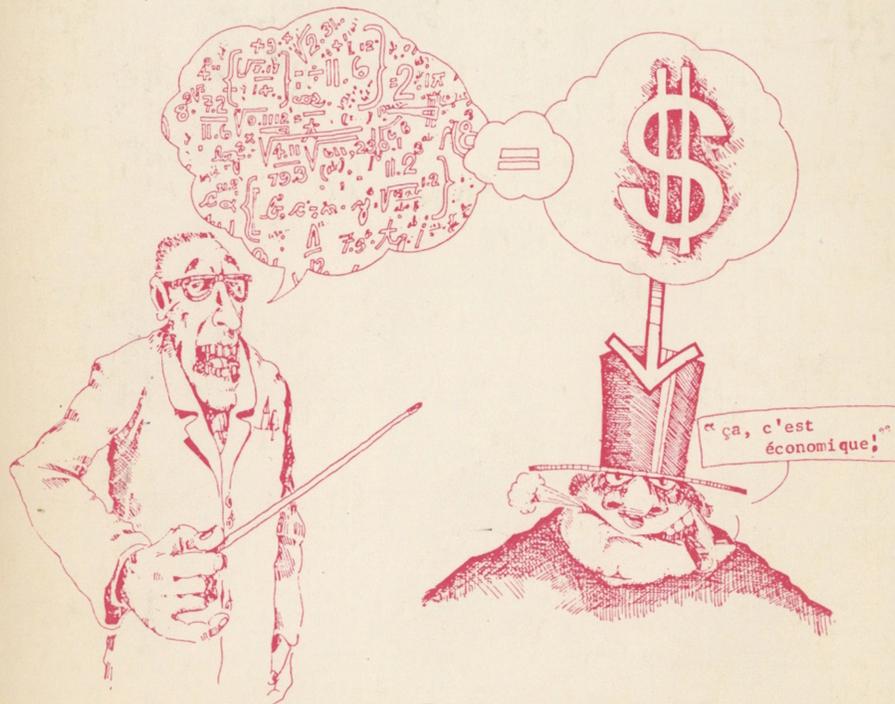
**Assurément, une revue en économie politique se situe dans le champ théorique et, comme telle, pourrait se limiter à ce niveau. Mais quel en serait l'intérêt alors? A quoi servirait de mieux saisir le fonctionnement des économies capitalistes si, sans perspectives concrètes, nous tombions dans le fatalisme et le sentiment d'impuissance qui servent aussi bien la reproduction du système que l'optimisme béat et passif? Au-delà de la critique du système, il faut faire la critique de la critique: chercher la voie du changement-remplacement du système, s'inscrire directement dans les débats politiques actuels, offrir des perspectives de luttes dans une société concrète, le Québec.**

**\$2.50**

**1978**

# INTERVENTIONS CRITIQUES # 1

EN ECONOMIE POLITIQUE



**Assurément, une revue en économie politique se situe dans le champ théorique et, comme telle, pourrait se limiter à ce niveau. Mais quel en serait l'intérêt alors? A quoi servirait de mieux saisir le fonctionnement des économies capitalistes si, sans perspectives concrètes, nous tombions dans le fatalisme et le sentiment d'impuissance qui servent aussi bien la reproduction du système que l'optimisme béat et passif? Au-delà de la critique du système, il faut faire la critique de la critique: chercher la voie du changement-remplacement du système, s'inscrire directement dans les débats politiques actuels, offrir des perspectives de luttes dans une société concrète, le Québec.**

**\$2.50**

**1978**

# SOMMAIRE

- PRESENTATION .....	7
- INTERVENTIONS	
Pourquoi cette revue ? .....	9
- L'ENSEIGNEMENT	
DES SCIENCES ECONOMIQUES .....	17
- LE CONFLIT AU MODULE	
DE SCIENCE ECONOMIQUE DE L'UQAM .....	23
- LE COLLOQUE DE TROIS-RIVIERES .....	29
- REFLEXION SUR LE CONTENU	
DE L'ENSEIGNEMENT .....	33
- REPONSE AU GRC (Un. Laval) .....	39
- SUR LES PRETENTIONS	
DE LA SCIENCE ECONOMIQUE .....	45
- EPISTEMOLOGIE ET	
HISTOIRE DE LA PENSEE ECONOMIQUE .....	53
- L'ECONOMIE ET SON CHAMP D'ETUDE	
Sur la définition de l'économie .....	67
- L'ANTHROPOLOGIE ECONOMIQUE	
ET LES OBJETS DE L'ECHANGE .....	99
- TEXTES A L'APPUI .....	113
La méthode de l'économie politique. in "Contribution à la critique de l'économie politique". K. Marx; Editions Sociales 1957, p.164 et suivantes.	
- ESPACE POLARISE	
ET LE SOUS-DEVELOPPEMENT REGIONAL ....	123
- NOTES .....	143
- LIVRES .....	153

# SOMMAIRE

- LIVRES .....	123
- NOTES .....	143
- ESPACE POLAIRE	
ET LE SOUS-DEVELOPPEMENT REGIONAL .....	123
- TEXTES A L'APPUI .....	113
La méthode de l'économie politique. in "Contributions à la critique de l'économie politique", K. Marx, Editions Sociales 1957, p. 164 et suivantes.	
- L'ANTHROPOLOGIE ECONOMIQUE	
ET LES OBJETS DE L'ECHANGE .....	99
- L'ECONOMIE ET SON CHAMP D'ETUDE	
sur la définition de l'économie .....	67
- HISTOIRE DE LA PENSEE ECONOMIQUE .....	23
- EPISTEMOLOGIE ET	
DE LA SCIENCE ECONOMIQUE .....	45
- SUR LES PRETENTIONS	
REPOSE AU GRC (Un. Laval) .....	39
- DE L'ENSEIGNEMENT .....	33
- REFLEXION SUR LE CONTENU	
LE COLLOQUE DE TROIS-RIVIERES .....	29
- DE SCIENCE ECONOMIQUE DE L'UQAM .....	23
- LE CONFLIT AU MODULE	
DES SCIENCES ECONOMIQUES .....	17
- L'ENSEIGNEMENT	
Pourquoi cette revue ? .....	9
- INTERVENTIONS	
- PRESENTATION .....	7

## PRESENTATION

Voici le premier numéro de "Interventions". D'où vient cette revue? Au début '78, un groupe d'étudiants et de professeurs d'économie, en "rupture de ban" avec les théories économiques officielles, conscient du large espace politique qui existe pour un tel projet et de sa nécessité dans la période actuelle, se réunissent et décident de fonder une revue d'économie politique. Le projet était dans l'air depuis un certain temps déjà : l'annonce d'un colloque des étudiants d'économie de tout le Québec au début mars allait précipiter les choses en montrant que la critique de la "science économique" libérale suscitait un large intérêt. La grève de 6 semaines des étudiants du module d'économie de l'UQAM pour l'embauche d'un professeur de théorie économique marxiste le confirma. Le texte présentant ce projet de revue, qui a fait l'objet d'un "numéro 0" au début mars, distribué à 150 copies dans plusieurs universités et CEGEPS du Québec, a été reproduit ici. Le magazine "Zone Libre" dans son dernier numéro en a déjà publié des extraits.

Comme l'indique le texte de présentation, un axe majeur de la revue sera de critiquer l'enseignement. C'est le thème choisi pour le premier numéro. On ne peut choisir meilleur sujet d'autant plus que, critiquant l'enseignement, plus que le simple contenu des faits enseignés de la matière des cours, c'est toute l'approche, **la méthode** de l'économie libérale que nous remettons en cause et combattons.

Les textes qui constituent ce numéro pourront paraître quelque peu arides et abstraits. De fait, c'est à ne pas lire dans le métro... Mais pour traiter le sujet de façon un tant soit peu sérieuse et qui dépasse les premières impressions, il a été nécessaire de passer par là. Le deuxième numéro de "**Interventions**", qui devrait paraître à l'automne '78 portera sur "l'impérialisme et la question nationale du Québec" et devrait, sans sombrer dans l'empirisme, être plus abordable. De fait, nous ne visons pas un public de "spécialistes avertis", mais au contraire un public large même si, dans un premier temps les lecteurs se trouveront sans doute d'abord dans les universités et les CEGEPS.

Le présent numéro se compose de 3 parties. La première, la plus importante, constitue en quelque sorte le "corpus théorique" ; la deuxième a trait à l'enseignement de l'économie au Québec et aux luttes menées qui s'y rapportent ; la 3e, que l'on pourrait appeler "chroniques" regroupe des commentaires sur l'actualité, des notes de lecture etc... Le texte sur les politiques sectorielles de développement constitue une introduction au 2e numéro. Ce découpage s'est effectué, en fait, par la force des choses, des événements et des articles écrits. Il ne correspond pas — du moins pas encore — à une formule définitive que nous voudrions adopter.

En terminant, signalons que si l'équipe à l'origine de la revue est constituée de 8 personnes, elle n'est pas fermée ; nous serions très heureux d'accueillir dans nos rangs de nouveaux collaborateurs...

Enfin, on le sait, une revue pour vivre a besoin d'argent. "**Interventions**" ne pourra exister qu'avec le produit de ses ventes au numéro et de ses abonnements. Ce numéro a pu être produit grâce à une cotisation de chaque membre de l'équipe et à des emprunts... qu'il faudra bientôt rembourser... Alors n'hésitez pas à envoyer vos souscriptions. Abonnez-vous!

# INTERVENTIONS

## Pourquoi cette revue?

### I. Opportunité d'une telle revue

Alors même que l'économie capitaliste mondiale, avec ses millions de chômeurs et son inflation, connaît sa plus grande crise depuis les années trente, jamais les économistes et les politiciens n'auront été autant désarmés devant les mesures à prendre. Malgré la crise monétaire, la "crise de l'énergie", l'échec ou plutôt l'imposture des mesures de contrôle "anti-inflation" (anti-salaires en réalité) en Grande Bretagne, aux Etats-Unis, au Canada, le plan Barre en France,... et malgré la "crise fiscale" de la plupart des Etats capitalistes et l'inévitable échec des conférences Nord-Sud, non seulement s'obstine-t-on à refuser de reconnaître le caractère structurel et généralisé du phénomène, mais encore n'y a-t-il d'autres solutions proposées que des recettes traditionnelles sorties des tiroirs. On ne peut guère apporter de solution à un problème qui, pour beaucoup, n'a jamais existé.

Le vide de la science économique officielle est d'autant plus visible que sur la base d'une distinction ronflante entre micro et macro, elle a pu donner le nom de science à une vague métaphysique du "laissez-faire" au niveau micro, et à un bricolage du plus terre-à-terre au niveau macro. A la micro, on laisse le soin de faire l'homélie du bonheur, de l'harmonie et du progrès; à la macro, le soin de montrer que ceux-ci existent, à coup de statistiques, de modèles ou d'autres formalisations dont l'articulation relève davantage de l'analyse combinatoire que d'une quelconque rationalité.

Mais qu'est-ce que le chômage, l'inflation dans tout cela? Ce ne peut être que des anomalies, des catastrophes, des accidents que le mauvais sort nous a envoyés. D'ailleurs les "réunions au sommet" des spécialistes ne sont pas sans nous rappeler ces longues processions pour implorer la clémence d'un dieu qui nous aurait envoyé la peste, la guerre et le choléra.

Les Keynésiens, alors que tout allait "bien" au dire des indicateurs économiques, nous avaient bercés dans l'illusion que les interventions des gouvernements, liées à la compétence des spécialistes pouvaient éliminer les crises à tout jamais. A cet optimiste maintenant révolu a succédé un pessimisme qui, dans sa compréhension naturaliste, ne peut expliquer la situation qu'en termes de catastrophes et qui, dans son ignorance suffisante, l'a caractérisée vite d'un mot nébuleux : la stagflation.

Malgré tout, un large courant critique se développe jusqu'au sein même du "collège invisible" qui tend à réactualiser l'intérêt pour les théories ricardiennes, c'est-à-dire pour les théories qu'on avait pu qualifier, au nom du progrès scientifique, de dépassées. On peut aussi noter, suprême horreur, que même Marx, l'être honni de la pensée bourgeoise, se trouve à être décortiqué, dépecé et vidé de sa substance pour voir s'il n'aurait pas écrit quelque chose d'intéressant. Et, on voit ces pontifs néo-classiques que sont les Samuelson, Morishima, Bronfenbrenner et autres, venir nous dire que, "somme toute, Marx n'est pas si mal que cela", voire que c'était un "néoclassique qui s'ignorait".

Jamais comme aujourd'hui, le vide dans lequel nous ont laissés l'apologie et l'empirisme, n'aura été aussi frappant!

C'est dans ce contexte de crise théorique et pratique de la pensée bourgeoise que l'opportunité de créer une revue d'économie politique nous apparaît comme une urgence.

Nécessité, on ne peut plus claire, dès lors que l'on considère l'importance du point de vue critique autant chez les économistes que vis-à-vis de ceux-ci. Pour nous, il est on ne peut plus évident que le but de cette revue, est de renouer de manière vivante et actuelle, avec la critique de l'économie politique et la méthode vis-à-vis de celle-ci, telles qu'elles ont pu être entreprises par Marx tout au long de son oeuvre.

Pour beaucoup, le marxisme apparaît bien souvent comme une alternative périmée au paradigme néo-classique. Le mépris à l'égard de la critique de l'économie politique, le rejet d'une approche théorique, le profond anti-communisme hérité de Duplessis et le carriérisme sont autant d'éléments qui ont pu justifier et justifient encore pour certains de ne saisir les problèmes que sous l'angle d'une théorie figée, apologétique et obscurantiste. Or, la critique de l'économie politique ne se réfère pas à des recettes toutes faites. Notre projet ne s'envisage que dans le cadre d'un débat le plus large et le plus ouvert possible, où se confrontent le plus grand nombre d'orientations progressistes et critiques.

## II. L'approche globale dans la revue

Au départ, la revue refuse de limiter son champ d'intérêt à la vision bornée et sectaire dans laquelle les économistes "modernes" veulent consigner l'économie. L'approche critique en économie ne peut pas s'abstraire de la réalité sociale et historique de la société dans laquelle s'inscrivent les rapports économiques. S'il y a une autonomie relative du champ économique, il n'y a pas indépendance de celui-ci qui permettrait de déterminer des lois et des principes universels et éternels. L'économie étant l'enjeu central des luttes sociales, elle ne peut

pas être découverte par la "neutralité" scientifique des Samuelson et Tremblay qui n'auraient qu'à transmettre et dévoiler froidement la "vérité" de prétendus mécanismes homéostatiques et tendances à l'équilibre général à une population profane...alors que celle-ci est obligée de lutter sans relâche contre un système dont les contradictions ne cessent de s'accroître!

Savoir qu'il faut manger pour vivre, que les consommateurs ont des besoins à satisfaire, que les biens économiques sont rares, ne nous apprend rien sur le fonctionnement, la source (base) et le caractère historique transitoire du système capitaliste, rien non plus sur les forces sociales qui déterminent les besoins, provoquent l'insatisfaction (la demande), définissent et produisent les biens économiques et la rareté : pour qui? pourquoi? comment? aux dépens de qui? dans quelles conditions peut-on remettre en cause les raisons d'être même de l'économie de marché et de la "loi de la jungle".

*"Tous les stades de la production ont des déterminations communes que la pensée fixe comme des déterminations universelles ; mais les prétendues conditions universelles de toute production ne sont rien d'autre que ces moments abstraits qui n'appréhendent aucun stade historique réel de la production. "* (Karl Marx, "Introduction à la critique de l'économie politique")

La perspective sociale et historique dans laquelle on situe l'économie politique implique une rupture avec la conception impérialiste, fonctionnaliste et métaphysique de la science. La compartimentation des domaines scientifiques a servi à justifier et permettre la vision économiste bien définie de la société, basée sur les critères d'efficacité particuliers et privés de la bourgeoisie, en rejetant au nom de la pureté scientifique ce qui ne correspondait pas au champ restreint de "L'Economie" : les contradictions et les luttes sociales et politiques, et ce qui était "idéologique", i.e. ce qui partait d'un point de vue socialement critique et historique.

Décloisonner et rattacher l'économie politique au social implique nécessairement que la revue soit ouverte aux apports philosophique, sociologique, historique, anthropologique et autres. Il faut favoriser une communication très large et transgresser les frontières for-

melles : refaire l'unité des sciences sociales. De même, quant au contenu des articles, la démarche critique implique de rompre avec les dichotomies métaphysiques abstrait/concret, théorique/pratique, logique/empirisme, etc. Donc, pas de théorisations de la théorie pour la théorie, ni compilations pratico-pratiques aveugles.

### III. Le champ d'intervention

*"L'arme de la critique ne saurait remplacer la critique par les armes." Karl Marx.*

Assurément une revue en économie politique se situe dans le champ théorique et, comme telle, pourrait se limiter à ce niveau. Mais quel en serait l'intérêt alors? A quoi servirait de mieux saisir le fonctionnement des économies capitalistes si, sans perspectives concrètes, nous tombons dans le fatalisme et le sentiment d'impuissance qui servent aussi bien la reproduction du système que l'optimisme béat et passif? Au-delà de la critique du système, il faut faire la critique de la critique : chercher la voie du changement-remplacement du système, s'inscrire directement dans les débats politiques actuels, offrir des perspectives de luttes dans une société concrète : le Québec.

L'abstentionnisme, le cynisme ou le conformisme des intellectuels servent bien l'ordre établi. Ainsi, c'est à l'université que se "reproduisent" les "intellectuels organiques" (selon la formule d'Antonio Gramsci) et les idéologues du capital, qui continueront de diffuser ou d'appliquer le discours dominant et d'aliéner et de fourvoyer les forces sociales en lutte, les laissant sans autre alternative que le système de pensée existant et incontesté. On doit tenter d'avorter cette reproduction idéologique dans l'oeuf, à l'école. Il faut donc en démystifier l'apparence cohérente théorique, faire éclater la "fausse science", forcer les intellectuels à sortir du confort de leur tour d'ivoire. Nous devons montrer comment le pragmatisme et la discontinuité du libéralisme formel des néo-classiques et des universités déforment plusieurs esprits critiques ou les font dévier en

les rendant éclectiques, en les démembrant. Ceux-ci sont alors incapables de focaliser, d'organiser et de concentrer leurs critiques dans un pôle qui déchirerait la "sécurité scientifique" et l'illusion savante du camouflage intellectuel de l'idéologie dominante, ce qui encouragerait et corroborerait la critique quotidienne et empirique des luttes ouvrières et populaires qui ont besoin de leur propre science contre les illusions et les récupérations du discours officiel.

C'est pourquoi une intervention majeure de la revue sera de critiquer l'enseignement de l'économie et des autres sciences sociales au Québec, offrir aux étudiants des alternatives et des critiques face aux cours et professeurs qui les endoctrinent, tout en proclamant bien haut la neutralité scientifique.

Concrètement dans la société québécoise, la libération nationale constitue l'enjeu conscient le plus crucial dans la période actuelle. Et les intellectuels de tout poil ne peuvent se contenter de compter les points dans la lutte. 1) L'hégémonie politique du PQ et l'appui explicite (FTQ), "critique" ou implicite des bureaucraties syndicales au gouvernement du PQ, 2) la contradiction entre les intérêts des travailleuses et travailleurs "vs." la paix sociale du PQ (cf. la supercherie de "l'entente" sur la Wayagamack). et 3) l'absence d'un pôle-débats d'intellectuels critiques (et non défaitistes) sur la question nationale québécoise et sur les rapports entre cette libération à faire et les intérêts des travailleuses ; voilà trois facteurs essentiels qui ont démobilisé les travailleuses et travailleurs et les intellectuels critiques progressistes, voire, amené la résignation de certains face à "un Québec impossible" (sic) ou l'absence totale de perspectives au colloque "Un an après : bilan du gouvernement du Parti Québécois" (nov. '77).

La revue devra donc stimuler les contributions critiques diverses, les discussions et les débats sur ce thème et sur celui des impérialismes canadiens et américains au Québec. Conscients que plusieurs étudiants et autres inconnus ont des idées, études ou travaux intéressants et utiles, mais qu'ils ne peuvent diffuser, nous vous invitons tous à faire parvenir vos analyses.

Evidemment, tous les sujets touchant à la critique de l'économie politique sont les bienvenus, qu'ils s'attaquent à l'oppression et à l'exploitation des femmes, à la nature de l'Etat, à l'impérialisme en général, au sursis du capitalisme tardif, à la rentabilisation des services sociaux, à l'écologie politique, etc.

De telles pratiques ne signifient nullement que l'analyse scientifique et la théorie n'ont pas de place dans la revue ou doivent être dissoutes et perdues dans des analyses et des luttes pratico-pratiques localistes ou désordonnées (parce que sans théorie ni stratégie). Mais, sans tomber dans l'ouvriérisme, les intellectuel(le)s critiques doivent non seulement partir du concret et revenir au concret dans leur analyses, mais aussi rompre leur isolement et leur individualisme dans leur pratique : sortir de leurs habitudes et comportements qui ont été une cause déterminante du mépris vis-à-vis de la critique de l'économie politique par le monde en lutte et du peu d'interventions valables des intellectuel(le)s dans les dernières années (y inclus le milieu étudiant). Notre pratique limite asymptotiquement notre conscience et notre objectivité dans les sciences sociales.

Telle doit être le champ d'intervention de la revue et de ceux qui y participent.

#### IV. L'équipe à l'origine de la revue et votre participation souhaitable

Aucun grand nom, aucun "bonze", rien que des quidams étudiants ou enseignants. Plusieurs ont participé ou participent à des luttes concrètes dans des milieux divers. La plupart viennent de la science économique. Certains n'ont pas terminé leur "bac", d'autres complètent leur maîtrise, mais tous sont critiques et marxistes. Tous rejettent le sectarisme et l'obscurantisme autant des exégèses dogmatiques de Marx que des apologues académiques néo-classiques.

Si l'équipe rédactionnelle de la revue s'est constituée dans le cadre d'un regroupement disons-le spontané de huit personnes, autour d'une plateforme, on ne peut en rester là dès lors que le but même de la revue est de sus-

citer un débat le plus large possible. Nous ne pensons pas être les seuls, à être "tannés" d'une certaine hypocrisie qui prévaut dans les sciences sociales. La lutte actuelle des étudiants de l'Uqam en est un exemple vivant. Il nous faut non seulement élargir le plus possible cette équipe mais encore rompre certaines disproportions présentes. Ainsi n'y a-t-il qu'une seule femme, un seul non économiste, une seule personne qui n'est pas de Montréal...

C'est pourquoi toutes celles et ceux qui sont intéressés par ce qui précède et qui veulent travailler sans division traditionnelle des tâches, i.e. écrire les articles, contribuer financièrement (même modestement), participer aux tâches techniques et éditoriales et administratives à la fois et travailler en équipe, toutes celles et ceux-là sont cordialement invités à faire partie de notre équipe de rédaction.

Enfin, si vous avez des suggestions, des articles, des critiques de livres ou des commentaires sur l'actualité, n'hésitez pas à nous les faire parvenir.

Sylvie Bouchard (U. de M.)	Michel Camus (U. de M.)
Jean Charest (HEC)	Ronald Cameron (U. de S.)
Christian Deblock (U. de M.)	Daniel Boutaud (U. de M.)
Pierre Paquette (U. de M.)	Vincent Van Schendel (UQAM)
Alain Côté (U. de M.)	

# L'enseignement des sciences économiques

Depuis quelques années au Québec, le nombre d'étudiants poursuivant des études universitaires en sciences économiques n'a pas cessé d'augmenter. La plupart d'entre eux ne savent rien du domaine avant d'y pénétrer et ne connaissent donc rien de l'avenir qui les attend sur le marché du travail. L'idée vague que certains peuvent avoir de la science économique est qu'elle leur permettra de comprendre le fonctionnement du système économique dans lequel ils vivent et même possiblement d'en régulariser les mécanismes une fois qu'ils auront accédé à un poste de direction. Ce n'est toutefois qu'après avoir commencé leurs études qu'une bonne partie d'entre eux se poseront des questions sur la validité de ce qu'ils apprennent. Trop souvent les questions demeureront sans réponse, les explications... farfelues. Pour certains ce sera le désillusionnement, la méfiance; pour d'autres, le rejet, la recherche d'une nouvelle approche; enfin pour une grande partie il ne s'agit toujours que de déboucher sur le marché du travail. Cela n'empêchera pas la science économique d'être ce qu'elle est et de susciter la critique des non-convertis.

Dans le présent article, la prétention de porter un jugement final sur la science économique fera place à la nécessité d'expliquer la situation actuelle de l'enseignement de cette science. Il s'agit en fait de savoir comment sont formés les économistes pour pouvoir comprendre le pourquoi de leur inexactitude à expliquer la réalité. Car quoi qu'en disent les économistes du courant dominant, jamais la science économique n'aura été aussi impuissante à expliquer les faits qu'en cette période de crise économique mondiale.

Mais cette impuissance résulte de quoi, si ce n'est une conséquence inévitable de l'appellation de science avec un si grand *s* qu'on a bien voulu apposer à cette manière fondamentalement sociale et politique qu'était initialement l'économie politique. Malgré le caractère sérieux et objectif des mathématiques, on aura pas réussi à faire de l'économique une science exacte dénuée de toute connotation politique. Et c'est là une grande prétention de l'économie néo-classique qui constitue pourtant la science officielle véhiculée dans nos universités. Même si on lui concède cet aspect scientifique, la théorie néo-classique et ses disciplines n'aura pas réussi à prévoir la crise pas plus qu'elle n'est capable de l'expliquer. Une fois que nous avons compris cela, nous saisissons déjà une bonne partie du problème.

Les étudiants arrivent à l'université et dès le début on les initie à la pensée néo-classique. Tout est clair et bien présenté. Avec des notions d'utilité, d'efficacité et de rationalité, on construit cette science qui a pour objet l'adaptation des ressources matérielles limitées à la satisfaction des besoins humains illimités. Quelques hypothèses de base seront nécessaires et il ne suffira plus que d'analyser le comportement des agents économiques. Partant de la théorie du comportement du consommateur en passant par l'équilibre général jusqu'à la théorie du bien-être, une kyrielle de démonstrations émerveillera l'étudiant tant par leur clarté que par leur objectivité. Pas de noms, pas de chiffres, pas de politique et encore mieux pas d'époque. Un consommateur s'en va sur le marché et consomme son revenu en maximisant son utilité. Le producteur pour sa part va sur le marché et cherche à maximiser son profit. Si les

deux s'entendent sur un prix commun alors il y a équilibre. Rien dans cet harmonieux scénario ne laisse voir l'existence de classes sociales ou de luttes entre le capital et le travail. Enfin la science économique est devenue a-sociale, a-politique et a-temporelle. Elle ne vogue plus dans l'irréalisme et l'imprécision des sciences sociales. Mais l'objectivité et la neutralité de la théorie néo-classique ne tiennent qu'au caractère abstrait de sa formulation. Pourquoi partir du fait que l'individu est rationnel alors qu'il ne l'est pas? Sur quoi reposent les notions d'utilité et de courbe d'indifférence? Il faut bien se rendre compte qu'en partant d'hypothèses irréalistes on ne peut arriver qu'à des formulations abstraites. C'est partir de l'abstrait pour revenir à l'abstrait. C'est d'ailleurs tout le problème de la méthode chez les néo-classiques qui suscite pourtant peu d'intérêt pour ces derniers.

Lorsque l'étudiant se rend compte qu'une bonne partie de la théorie ne rime qu'à une certaine logique mathématique, il commence à douter, et avec raison de son applicabilité. Il pose des questions qui demeurent souvent sans réponses. "La main invisible" n'a rien d'une explication scientifique et la faiblesse de certaines autres explications ne fait qu'accroître la méfiance de l'étudiant vis-à-vis de la "science officielle". Celui à qui on avait fait croire au caractère rigoureux et scientifique de l'économie se voit désenchanté. Et cette situation est encore plus critique dans une période comme la nôtre alors que la théorie néo-classique démontre son incapacité à expliquer la réalité. Les étudiants se rendent bien compte de sa faiblesse et du vide devant lequel elle nous laisse.

Bien sûr, il existe certains cours qui permettent aux étudiants de critiquer les fondements de la théorie économique libérale mais ces cours ne demeurent toujours que marginaux. D'ailleurs le développement d'un esprit critique chez l'étudiant ne constitue pas un objectif de premier plan dans le programme des universités. La critique et la remise en question de la théorie néo-classique ne s'effectue donc pas dans le cadre officiel de la formation de l'étudiant mais bien plutôt en marge de celle-ci. De toute façon, il ne s'agit pas de réserver certains cours pour la critique, il faut tout simplement pouvoir cri-

tiquer à l'intérieur de chacun des cours. Mais cela s'inscrit dans le cadre d'une modification générale du programme actuel. Et il faut savoir jusqu'à quel point ce dernier semble être immuable. Les revendications des étudiants de l'UQAM pendant la session d'hiver '78 nous donnent d'ailleurs un bon aperçu de la résistance des universités.

Il est de plus en plus évident que la formation néo-classique que reçoivent les étudiants est insatisfaisante et incomplète. Il faut cesser de croire à la suffisance de la théorie néo-classique et à son caractère officiel. La science économique ne se résume pas en la théorie néo-classique. Elle n'est pas a-sociale, a-politique, et a-temporelle. L'objet de l'économie devrait être de comprendre, expliquer et saisir dans son ensemble les lois qui régissent notre société afin de pouvoir en prévoir le développement. Et en ce sens, la théorie néo-classique est défailante à cause des distances qui la sépare de la réalité. Son échec avoué en matière de prévision constitue d'ailleurs une preuve de cette défaillance. Ne saisissant pas les réalités profondes de notre système, les résultats de l'analyse néo-classique ne pourront qu'être erronés.

Ce qu'il faut comprendre ici, c'est que la théorie néo-classique n'est pas unique et encore moins exacte. Et dans la mesure où on ne fournit pas à l'étudiant d'autre vision que cette dernière alors on ne peut prétendre former des économistes. En fait, la formation que reçoivent les étudiants correspond beaucoup plus à celle d'un technicien en économie qu'à celle d'un économiste même. Pendant les années du baccalauréat il aura appris à appliquer des méthodes de maximisation et à tester des modèles sur ordinateur. Il sera plus apte à jongler avec des formules qu'à réfléchir sur les concepts de base. Pratiquement il pourra occuper un poste au gouvernement ou dans un organisme quelconque où il aura l'occasion de manipuler certains outils statistiques dans un cadre bien précis. Il travaillera donc au bon fonctionnement des rouages administratifs en place. Ce n'est pas un mal en soi, mais à quoi bon avoir appris toutes ces théories qui n'auront été d'aucune utilité dans ce genre de travail. S'il poursuit ses études il pourra au niveau de la maîtrise apprendre les derniers raffinements en matière de "modélisation" néo-classique. D'aucuns n'auront re-

çu une formation d'économiste c'est-à-dire une formation qui leur permettrait de comprendre l'évolution des structures du système et de s'interroger sur les développements possibles. Les plus soucieux pourront compléter leur formation par des lectures et des recherches personnelles.

Il ne s'agit pas d'abolir l'enseignement actuel pour le remplacer par un autre; ce serait substituer l'endoctrinement. Ce qu'il faut, c'est offrir à l'étudiant une vision différente afin de lui permettre d'être plus critique et d'être plus en mesure d'expliquer la réalité. Dans cette vision, il y a sûrement une large place pour la théorie marxiste qui, nous devons le reconnaître, fournit des explications à des phénomènes insaisissables pour les néo-classiques en même temps qu'un rapprochement de la réalité par rapport à ces derniers. O certes, on dira que des cours de théorie marxiste sont offerts, ou tout au moins apparaissent, dans les programmes de cours des universités mais en quel nombre et de quelle qualité. On ne peut passer sous silence l'importance de la théorie marxiste en économie comme c'est présentement le cas. Même certains néo-classiques des plus convaincus en ont avoué l'utilité. Aussi, il semble que l'enseignement de l'histoire de la pensée économique ait perdu sa place depuis déjà trop longtemps dans les universités. La nécessité de cet enseignement n'est d'ailleurs même pas à défendre. Enfin le remplacement d'un certain nombre de cours théoriques inutiles au premier cycle par des cours pratiques pourrait au moins favoriser le développement de techniciens plus efficaces pour le marché du travail. Il est surtout important que les professeurs cessent de se refermer sur le caractère officiel de la théorie néo-classique. Ils doivent être beaucoup plus ouvert au débat et doivent donc accepter la critique comme un élément essentiel et constructif. Lorsqu'ils auront saisi la gravité de l'orientation qu'on a donné à la science économique et qu'ils descendront de leur tour d'ivoire, il y aura déjà une bonne place pour l'espoir.

La science économique est fondamentalement une science sociale qui n'a qu'un lointain lien de parenté avec les sciences exactes. Nous nous sommes déjà trop longtemps écartés de la réalité en acceptant de participer à la construction d'une théorie objective et scientifique.

La crise actuelle et la faiblesse des explications des économistes a amené la science économique dans un cul-de-sac. Alors même que la science officielle avoue son échec, la situation économique a besoin plus que jamais d'un médicament miracle. Il n'est plus question de contribuer au développement de la théorie du bien-être lorsque le nombre de chômeurs atteint les proportions actuelles. Il n'y a pas de science économique objective et officielle et nous devons travailler à redonner un sens à l'économique. Il n'est plus question d'accepter le dogmatisme dont fait preuve la théorie néo-classique et c'est toute la philosophie actuelle de l'enseignement qui doit être modifiée. Redonner à l'économique ses implications sociales et politiques, voilà qui constitue le centre du débat.

Jean Charest

# **Le conflit au module de Sciences Economiques à l'UQAM**

On aura beaucoup parlé d'enseignement de l'économie en ce début d'année '78. En même temps que se tenait à Trois-Rivières un colloque sur l'"orientation et l'enseignement de la science économique", dont nous parlons plus loin dans ce numéro, une grève perturbait pendant près de 6 semaines le module de sciences économiques de l'UQAM sur des questions ayant trait directement à l'enseignement de l'économie.

C'est le 16 février dernier que les étudiants, réunis en assemblée modulaire décidèrent de déclencher la grève autour de 4 revendications :

- 1) L'obtention d'une semaine de lecture dans la 14e semaine de la session pour permettre la révision de la matière avant les examens
- 2) La reconnaissance de la primauté de la langue française dans l'enseignement, la grande majorité des textes de références et des livres de base dans les cours, ainsi que les livres en bibliothèque étant actuellement en anglais.
- 3) Le retrait de l'enseignement d'un professeur jugé inapte à enseigner sa matière par ses étudiants.
- 4) L'embauche d'en 2e professeur (le département en compte actuellement un) apte à enseigner la théorie marxiste.

C'est le 4e point qui fit l'objet le plus sérieux de la mobilisation, qui suscita les débats et les affrontements les plus vifs. A 3 ou 4 reprises depuis la fondation du département, le même problème s'était posé : quand un poste devenait vacant, les étudiants et quelques professeurs demandaient qui soit engagé un deuxième profes-

seur apte à enseigner la théorie marxiste. Chaque fois cette demande s'était heurté au refus formel de l'assemblée départementale qui chaque fois affirmait reconnaître le besoin existant en théorie marxiste mais alléguait des besoins prioritaires dans d'autres domaines; mais quand d'autres modules commandaient des cours en économie marxiste, on leur répondait qu'il n'y avait pas assez de professeurs au département pour les donner! Janvier '78 : le seul professeur de théorie marxiste du département obtient une libération de sa charge de cours pour une session. Il est remplacé par un professeur invité qui donnera un cours au lieu de deux normalement par session. Au même moment, le département engage deux nouveaux professeurs d'économie libérale sans tenir compte des besoins exprimés par les étudiants. L'occasion eut pourtant été belle de satisfaire cette vieille revendication . Celle-ci ne visait d'ailleurs qu'à assurer la permanence de l'enseignement de la théorie marxiste au cas où, comme c'était le cas, un professeur obtienne une libération ou un congé et à faire en sorte que les cours ne soient pas toujours donnés par la même personne ce qui est pédagogiquement malsain. Il n'était même pas question de modifier le programme... Rien n'y fit...

Ce refus, allié à des revendications pédagogiques et à la volonté d'étudier en français dans un pays francophone, déclencha la grève. Avant celle-ci, des négociations et des pourparlers avaient eu lieu avec l'assemblée départementale (A.D.). Mais devant l'impasse et pour bien montrer qu'on ne plaisantait pas un avis de grève puis la grève furent votés. Celle-ci jeta stupeur et consternation dans l'assemblée départementale.

Au départ, le conflit demeura local. Il était l'occasion de critiquer l'enseignement officiel de l'économie, les théories libérales et de réclamer un enseignement critique et complet. Le colloque de Trois-Rivières survint en plein milieu du conflit et la quinzaine d'étudiants de l'UQAM présents y intervinrent dans ce sens. Les médias d'information commençaient cependant à publiciser la grève qui sortit alors des limites du module.

Mais alors que l'exécutif du département avait fait paraître dans "Le Devoir" une lettre somme toute conciliante, le 7 mars : coup de théâtre. L'A.D., à la suite d'une "nouvelle approche au conflit" demande à l'administration de retirer 3 des 4 cours d'économie marxiste de la banque de cours (le 4e, "économie du socialisme" étant considéré comme relevant des "systèmes économie comparés") et de les transférer dans celle d'un autre module, en l'occurrence sociologie "où cette approche prédomine". C'était, dit-on, la pluralité de l'enseignement qui était source de conflits... L'A.D. affirme alors que ses priorités vont 1) aux cours en administration 2) aux laboratoires de recherche (qui soit dit en passant rapporte une petite fortune en subventions au département. Les cours aux étudiants d'économie ne viennent qu'en troisième lieu...

C'est alors que la riposte et l'extension de la mobilisation : débrayages rotatifs de 3 modules (sciences juridiques, mathématiques, études urbaines) pour un jour, débrayage complet du Pavillon Read un jour et demi, lignes de piquetage massive devant le pavillon Carré Phillips, assemblée générale houleuse de près de 2000 personnes au centre Paul Sauvé, alors qu'une rumeur de débrayage général avait couru dans l'université.

Finalement, la commission des études (CE) rejettera la demande de L'A.D., accordera l'embauche, pour une période d'un an d'un professeur invité apte à enseigner la théorie marxiste et la formation d'un comité spécial chargé de proposer des solutions à moyen terme aux problèmes du département et du module d'économie "qui pourront être structurelles". Une entente satisfaisante est également intervenue sur les 3 autres points : semaine de lecture acquise, formation d'un comité paritaire profs-étudiants pour trouver des solutions au problème de la langue d'enseignement; enseignement en équipe ("team teaching") à l'intérieur du cours donné par le professeur dont le retrait avait initialement été demandé (1). Pour les étudiants, c'est une victoire.

(1) Pour un récit et un bilan plus complet des événements, voir le "Bulletin" journal de l'OESE (Organisation des Etudiants de Sciences Economiques de L'UQAM) et l'"Unité" journal de l'AGEUQAM.

## L'économie à l'UQAM

Lorsque l'on regarde le programme des cours donnés en économie à l'UQAM, on ne peut s'empêcher de le trouver plus intéressant que celui des autres universités québécoises. On y donne 4 cours marxistes (éléments d'économie marxiste; théorie économique marxiste; économie de l'impérialisme; économie du socialisme), un cours d'histoire de la pensée économique, un de critique des fondements de la science économique, ces deux derniers cours ayant été rendus obligatoires en 1975 à la demande des étudiants; en plus des cours d'analyse des structures industrielles, de problèmes économiques contemporains, de séminaires de politique économique, d'économie du travail que l'on retrouve souvent ailleurs. A cela viennent s'ajouter bien sûr, les cours de micro et de macro-économie, de commerce international, de monnaie et de crédit, d'économie publique, de théorie monétaire etc... qui constituent le "tronc commun" de n'importe quel département d'économie libérale. Sur les 18 professeurs que celui-ci compte, un seul enseigne la théorie marxiste. Et encore peut-on se demander pourquoi il a été engagé. N'est-ce pas tout simplement parce que ce professeur enseignait au collège Ste-Maire avant la fondation de l'UQAM et qu'il a été engagé d'office comme tous les professeurs du Ste-Marie quand l'UQAM a été fondée? Un autre professeur enseigne "critiques et fondements". Mais la grande majorité du département est constituée de profs libéraux. Quelques "démocrates" aussi, mais qui le 7 mars ont signé la lettre de l'assemblée départementale demandant le retrait de 3 cours d'économie marxiste (votée à 10 pour, 2 contre, 1 abstention). Dans les cours, c'est bien sûr l'approche libérale qui prédomine; la théorie marxiste, reconnue officiellement comme importante, ne semble, dans les faits, n'être tolérée que comme cadeau fait aux "contestataires", mais qui n'est guère plus qu'une "idéologie" sans importance pour la "vrai recherche scientifique". Les laboratoires de recherche (le LABREV – laboratoire sur la répartition et la sécurité du revenu – et le LARSI – laboratoire de recherche en sciences immobilières) constituent, on l'a dit plus haut,

avec un projet de coopération avec le Maroc (le projet (UQAM-ACDI-MAROC) une priorité sur l'enseignement aux étudiants d'économie, après les cours donnés en administration. Il faut dire que le module d'économie de l'UQAM, qui comprend une centaine d'étudiants, fait partie de la famille des sciences économiques et administratives qui elle en comprend près de 3000! C'est ce qui a fait dire à certains que le département d'économie de l'UQAM n'était qu'"une succursale de services d'une H.E.C. locale".

Pourtant, les étudiants qui viennent s'inscrire en économie à l'UQAM (L'université "populaire et démocratique") le font la plupart du temps parce qu'ils s'attendent à y trouver quelque chose de différent d'ailleurs. La réalité à laquelle ils sont confrontés est à l'origine d'un fort taux d'abandon : non seulement le contenu des cours mais aussi la qualité de certains profs, contestés par leurs étudiants partout où ils ont enseigné, en découragent et en désillusionnent plus d'un.

Le problème n'est pas nouveau à l'UQAM. Le module a été l'objet de multiples tensions depuis sa fondation. En mars '75, les étudiants avaient tenu une journée d'étude sur le thème : "l'économie ça sert à quoi?" ou on discuta du contenu des cours et de tous les problèmes internes au module. Une autre eut lieu le 14 février '78.

Ainsi, après 8 années de malaises et de conflits latents, la grève du module d'économie aura permis de cerner les vrais problèmes : la pertinence du rattachement du module à la famille des sciences économiques et administratives plutôt qu'à celle des sciences humaines et la remise en question de l'enseignement lui-même, du rôle de l'économiste dans la société.

#### **Un enseignement complet**

Mais la remise question du contenu des cours ne signifie pas le "grand chambardement" du jour au lendemain, ne signifie pas marxiser, "peindre en rouge" le département. Qu'on soit d'accord ou pas avec les théories classiques et keynesiennes, il faut les connaître.

Une bonne formation technique (mathématiques, économétrie, etc.) n'est pas non plus contradictoire avec une formation critique et inversement. Les revendications initiales des étudiants ne visaient pas à "chasser les profs libéraux" mais à rétablir un certain équilibre au département. C'est dans, et par la mobilisation que l'enjeu du conflit s'est posé en termes plus globaux.

Ce dont il était question, et dont il est encore question, c'est du droit "à un enseignement complet, de qualité, critique et créateur, qui n'exclut aucune approche", de former des économistes "capables d'oeuvrer dans toutes les sphères de la société, tout en ayant une vision d'ensemble et critique de leur domaine de travail, qui ne soient pas de simples techniciens de la répartition des ressources.

La grève est terminée au module d'économie de l'UQAM. Les problèmes ne le sont pas tous pour autant : on commence à sérieusement parler chez les étudiants de rattacher le département aux sciences humaines. Certains parlent même de la possibilité de former un nouveau module : le module d'économie politique.

C'est à suivre...

Vincent Van Schendel  
étudiant en 2e année en économie  
UQAM

# Le colloque de Trois- Rivières

Les 3, 4 et 5 mars derniers s'est tenu à l'université du Québec à Trois-Rivières un colloque sur "l'orientations et l'enseignement de la science économique" regroupant une centaine d'étudiants de 8 universités (UQTR, UQAM, U de M, Sherbrooke, Laval, Mc Gill, Concordia, Ottawa). Préparé depuis plusieurs mois, le colloque fut l'occasion de discuter des problèmes communs et des questions identiques qui se posent dans plusieurs universités, ayant trait aux cours, à l'orientation de l'enseignement et au rôle de l'économiste dans la société. De fait les discussions en ateliers et en plénière furent axées pendant deux jours sur 3 thèmes :

## 1-) Les structures d'accueil et la pédagogie

Un consensus en ressortit à l'effet que :

- L'étudiant doit être reconnu le maître d'oeuvre de sa formation.
- Il est nécessaire d'offrir et de rendre obligatoire des cours d'histoire de la pensée économique dès la première année du Bacc.
- Il faut faire savoir à tous les étudiants entrant en économie que les mathématiques sont un prérequis essentiel à un cours d'économie tel qu'enseigné actuellement.
- etc...

## 2-) Le rôle de l'économie et la vision de la science économique

C'est sans doute le thème qui suscita le plus de débats. On peut schématiquement résumer le résultat des discussions comme suit :

– Le rôle de l'économiste, actuellement, en est essentiellement un de technicien de la "répartition des ressources". C'est un "éconocrate". Les enseignants économistes ont plus de latitude pour une démarche critique, mais les postes sont rares.

– Il faut rendre à l'économie sa dimension sociale et à l'économiste son rôle "d'agent de changement".

– L'économie n'est pas en effet une science au même titre que la physique ou la chimie : elle n'est pas une science exacte. Sans nier l'importance d'une formation mathématique, il conviendrait donc de réduire l'importance de celles-ci dans la formation et d'y introduire davantage d'éléments critiques : historiques, sociaux, etc... Les mathématiques, dans la situation actuelle et dans la majorité des cas, remplissent davantage un vide qu'autre chose et constituent une excuse pour ne pas penser.

## 3-) L'orientation de l'enseignement

Question très reliée à la précédente...

– on a discuté encore du rôle des mathématiques et de la "dimension sociale" de l'économie. La nécessité

d'une formation multi-disciplinaire a été reconnue.

– En somme, la science économique doit cesser d'être une technique administrative et replonger dans ses sources qui sont celles de l'économie politique.

Le colloque a ensuite voté un appui unanime aux revendications des étudiants d'économie de l'UQAM alors en grève depuis 2 semaines.

C'est à Toronto, paradoxalement, dans un colloque sur... l'unité nationale, qu'était née l'idée de ce colloque. Des étudiants d'économie de plusieurs universités s'étaient alors rencontrés et en discutant informellement avaient lancée l'idée de ce colloque. Celle-ci fit son chemin et la décision officielle fut prise.

Deux rencontres préparatoires précédèrent la tenue du colloque. Début mars : tout était fin prêt. Le colloque avait également été précédé par la rédaction de contributions écrites aux débats. C'est ainsi que les étudiants de l'UQAM, de Laval, de Sherbrooke, de l'U de M et de l'UQTR avaient envoyé des textes qui furent discutés pendant cette fin de semaine. L'un de ces textes a été reproduit plus loin.

Les étudiants présents au colloque n'étaient bien sûr pas "représentatif" de tous les étudiants d'économie du Québec en ce sens qu'ils n'étaient pas délégués (venait qui voulait et pouvait), et parlaient en leur nom propre. Tous n'étaient pas non plus forcément d'accord avec tout ; cependant, un consensus s'est généralement établi sur les points énumérés plus haut.

Les discussions soulevées, et la tenue de ce colloque en soi – le 1er du genre – constitue un révélateur assez frappant d'un malaise, pour ne pas dire d'un mécontentement qui règne dans les "sciences économiques", partout où elles sont enseignées. Il aura donc été très positif. Les participants ont d'ailleurs voté l'organisation d'un colloque semblable tous les ans. Rendez-vous donc l'année prochaine...

La ville de l'économie  
et la vision de la science économique

Deux rencontres ont marqué l'histoire de la ville de l'économie. La première fut celle de la conférence de Toronto en 1952, qui fut l'occasion de la création de la Société canadienne d'économie industrielle (SCEI). La seconde fut celle de la conférence de Toronto en 1972, qui fut l'occasion de la création de la Société canadienne de micro-économique (SCME).



**Groc** à Toronto, paradoxalement, dans un colloque national, qui fut l'occasion de la création de la Société canadienne d'économie industrielle (SCEI). Des étudiants d'économie de plusieurs universités s'étaient alors rencontrés et en discutant informellement avaient lancé l'idée de ce colloque. Celle-ci fit son chemin et la décision officielle fut prise.

# Réflexion

## sur le contenu

## de l'enseignement

C'est dans le cadre du congrès de Trois Rivières que le texte suivant fut présenté par un groupe d'étudiants de Laval, dans le but semble-t-il, de situer les théories sous-jacentes à l'enseignement de l'économie. Assurément, le texte est sujet à de nombreuses discussions ne serait-ce que par la schématisation des théories qu'il opère, mais il n'en pose pas moins un certain nombre de questions extrêmement pertinentes sur un enseignement dont la prétention est d'être scientifique et objectif.

note. Le texte étant sans titre, nous nous sommes permis d'en formuler un.

Le présent texte ne tend pas à l'exhaustivité. Il aura pleinement atteint son but s'il constitue un premier jalon vers une réflexion large et approfondie sur le contenu de l'enseignement de l'économie. Plus particulièrement sur le rôle et les implications de ce cours à l'intérieur et à l'extérieur de l'université. Autrement dit il s'agit simplement pour nous de livrer quelques réflexions qu'a suscité à notre niveau l'enseignement en économie.

Peut-être aussi répondre à plusieurs préoccupations et interrogations du reste légitimes, de la part des étudiants. En voici quelques unes parmi tant d'autres : l'enseignement de l'économie nous permet-il de comprendre et d'interpréter certains faits économiques actuels qui se déroulent sous nos yeux? ou encore, sommes-nous préparés à devenir des agents actifs de transformation sociale ou alors des technocrates coupés de toute réalité?

Nous croyons que tout économiste est, en effet, obligé de considérer qu'une théorie est exacte et la théorie contraire par conséquent fausse et c'est bien le cas de plusieurs manuels puisqu'ils ne font état très strictement que d'une partie des théories. L'étudiant doit être rendu libre à l'égard des théories, pour savoir s'il doit adopter un système théorique plutôt qu'un autre. Bien entendu il doit en savoir davantage pour opérer un choix. Encore faut-il qu'il acquiert dès le début une grille de lecture des économistes. Cette grille, en quelque sorte, fait terriblement défaut dans le processus de la formation.

Un fait objectif qui nous semble incontestable, est que les économistes peuvent se ranger en deux grandes familles.

D'un côté, nous avons ceux qui partent du point de vue de la production. Ils se caractérisent par les quatre grands traits suivants :

- ils raisonnent du point de vue global d'une économie nationale restituée dans son contexte international; les phénomènes économiques sont des phénomènes sociaux
- c'est le développement des forces productives qui constitue la base de la dynamique économique; les autres phénomènes (consommation, répartition) s'en déduisent ou y sont ordonnés;
- ils considèrent le travail comme seul facteur productif, dès lors le travail constitue la base de tout le système économique;
- ils reconnaissent la nécessité d'une théorie et d'une loi objective de la valeur, le phénomène des prix ne pouvant se manifester qu'à la superficie des choses.

De l'autre, nous avons les économistes qui partent du point de vue de la consommation. Ils présentent un système d'interprétation théorique dont les caractéristiques sont inverses par rapport au système précédent :

- ils partent des agents économiques (individu, firme), maximant les objectifs individuels subjectivement définis (préférences); ils produisent une analyse a-historique;
- l'élément moteur de la dynamique est la décision de consommation d'un consommateur souverain à l'égard du système de production;
- l'analyse se déroule en terme de prix; le recours à la valeur n'est jamais indispensable; quand il a lieu, la valeur est définie selon des critères exclusivement subjectifs (utilité).

Il nous a semblé essentiel de procéder à ce rappel pour insérer la discussion dans son véritable cadre. Notons que le premier groupe d'économistes que nous avons mentionné brille par son absence dans la presque totalité des cours. Si on y fait référence c'est de manière sommaire et souvent caricaturale. La raison de cette "omission", tel est le vrai problème. L'élucider c'est en même temps dévoiler la fonction idéologique de l'enseignement que nous recevons. Nous croyons qu'un raisonnement est scientifiquement fondé à partir du moment où les conclusions se déduisent sans faille des hypothèses. Néanmoins, sans porter atteinte à cette logique du raisonnement il faut noter que l'économie politique comme toute science n'a pas pour objet de fournir un discours hypothético-déductif mais une interprétation du réel, et que la vérité d'une théorie se vérifie toujours dans sa capacité à être utilisée pour la transformation du monde réel. De ce point de vue qu'en est-il de l'économie politique néo-classique, celle qui est enseignée comme étant une vérité révélée.

Tout d'abord les hypothèses. La théorie néo-classique postule que l'individu est rationnel (l'homo-economicus) est qu'il connaît ses besoins, les prix et son revenu. Connaissant cela l'individu choisit de manière optimale. Les besoins-prix et revenus sont connus indépendamment l'un de l'autre, tout cela paraît bien superficiel.

C'est une banalité de dire que les besoins ne sont pas indépendants des prix et du revenu. Ils ne sont pas innés mais sont produits de la société. L'individu est soumis à nombre de déterminations elles-mêmes produites par le développement du système capitaliste. La publicité par exemple est là pour montrer que les besoins ne sont pas donnés et naturels. Dès lors, les prix et les revenus influent largement sur les besoins de l'individu et peuvent modifier ses besoins, voire en créer d'autres.

La théorie néo-classique repose sur des bases très fragiles, remettre en question ces bases, c'est remettre en cause l'existence de la théorie elle-même.

Venons-en maintenant à l'utilisation des mathématiques. "L'économie politique est une science sociale, et donc la théorie économique est une systématisation en terme de logique formelle d'une certaine conception de la société". (Valeur et répartition, Carlo Benetti, p.93).

Des hypothèses d'ordre mathématiques ne sont pas toujours neutres, bien au contraire le choix d'hypothèses est toujours la référence à une idéologie déterminée. Il peut être toujours stimulant de se poser des problèmes mathématiques dans lesquels on a décidé, par convention, de donner un nom économique aux variables utilisées. Sans exclure le recours aux hypothèses car il n'est pas de science qui se construise sans hypothèses, il est nécessaire au moins si celles-ci ou les résultats auxquelles elles conduisent sont conformes au réel, car disions-nous plus haut la vérité d'une théorie se manifestera toujours dans son adéquation aux faits.

Nous pourrions allonger la liste pour montrer encore le rôle idéologique de la théorie économique enseignée. Nous nous en tiendrons à ces observations pour l'instant en attendant des développements futurs.

Nous ne terminerons pas cette réflexion sans dire quelques mots sur la portée pratique de l'approche néo-classique. Car il faut bien se demander ce que l'étudiant "formé" peut tirer de sa formation, dans la vie professionnelle.

L'école néo-classique s'est livrée à de telles abstractions que, quelque soit son utilité idéologique, elle devenait inopérante pour la pratique concrète des capitalis-

tes eux-mêmes. C'est souvent ce qui est dénoncé par les industriels lorsqu'ils critiquent le caractère abstrait de la théorie économique contemporaine. Elle peut bien exprimer une connaissance conforme à leur idéologie, mais elle ne leur est pas utile dans la pratique. Il en résulte une série de contradictions nouvelles au sein de la théorie économique.

En résumé, beaucoup de choses qu'on nous enseigne sont inutiles, inadéquates aux faits, insuffisantes pour l'homme concret. Rester indifférent à cet état de fait, c'est d'une certaine manière la cautionner. Il s'agit pour nous étudiants en économie de réagir. C'est un travail de longue haleine et pour cette raison il est temps de commencer tout de suite. Que faire diront certains? Peut être et avant tout en discuter et si on s'entend mettre sur pied des structures aptes à organiser cette volonté de changement. La mise sur pied d'un groupe de recherche critique en économie paraît constituer un premier pas. "Le marxisme est peut-être trop valable pour qu'on le laisse aux marxistes. Il fournit un prisme critique à travers lequel les économistes du courant dominant peuvent à leur propre bénéfice, examiner leurs analyses." (Economics : Winds of change. Evolution of economic doctrine. Mc Graw Hill. New-York, 1973, p.866). Ces paroles sont de l'économiste bien connu P.A. Samuelson. Il peut être difficile de l'accuser d'être à l'extrême gauche. Tout cela pour dire qu'il n'existe pas de discrimination d'aucune sorte pour ceux qui veulent se joindre à notre réflexion. Nous vous y invitons.

GROUPE DE RECHERCHE CRITIQUE  
EN ECONOMIQUE DE L'UNIVERSITE LAVAL



Dessin de Daumier. "Le rêve de l'inventeur du fusil à baïonnette". 1866.

## Réponse au groupe de Laval

### Sur la méthode

Si on se fie aux textes et aux discussions du colloque de Trois Rivières, il semble se dégager chez les étudiants un certain consensus pour donner l'enseignement de l'économie un contenu plus pratique et davantage centré sur les problèmes sociaux.

Disons, de manière à mieux cerner le problème, qu'on reprocherait deux choses à l'enseignement actuel; d'une part, le positivisme borné du discours et, d'autre part la rupture qui existe entre celui-ci et ce qu'on appelle habituellement la réalité. Dans un tel contexte, l'économiste passe pour beaucoup, pour un technocrate fermé sur lui-même, incapable de répondre aux attentes sociales. C'est au nom d'une certaine inefficacité pratique, que tant le discours que l'approche néoclassique se trouvent à être attaqués. Un plus grand pragmatisme, une approche plus pratique, voire une immersion plus grande dans le social permettraient, du moins c'est l'avis de nombreux étudiants, de redonner une nouvelle signification à l'économie et par là, de restituer à l'économiste la fonction (vocation) sociale qu'il semblerait avoir perdue.

Sans nul doute qu'une telle critique est nécessaire et fondamentale dans la mesure où elle résulte d'une réaction immédiate face à cette approche néoclassique dont le positivisme a amené l'économie sur une voie de garage. Et ceci, se trouve à être directement perçu par les étudiants puisque, chose qui ne s'était vue depuis longtemps, s'interroger sur le rôle de l'économiste dans la société paraît aussi important que s'interroger sur ce qu'on apprend en économie. Néanmoins, là où les problèmes commencent à se poser c'est lorsqu'on s'efforce de préciser davantage ce que serait cette nouvelle approche à l'économie. Et là au premier abord, on ne peut manquer de rester perplexe. Les positions avancées sont souvent aussi caricaturales que celles qu'on reproche aux néoclassiques. L'empiricisme vient se substituer de manière anodine au positivisme, et la neutralité scientifique souvent pronée par les néoclassiques laisse la place à un nouveau missionnariat.

En fait le coeur du problème, c'est que tout en attaquant l'approche néoclassique, on reste malgré tout dans le cadre de cette approche, ou plus ou moins dans le cadre d'une approche qui nous amène aisément à déboucher tant sur le positivisme que sur l'empiricisme.

Continuellement, les discussions retombent sur les dichotomies théorie/pratique, abstrait/concret, imaginaire/réel etc. On va même jusqu'à les retrouver dans l'enseignement lui-même, pour ne pas parler des propres approches des professeurs. Or, se situer à ce niveau, c'est rester à notre avis à un niveau superficiel. En ne posant pas la question de la signification de ces dichotomies, c'est à dire en ne s'interrogeant pas avant tout sur la nature des niveaux d'analyses, c'est oublier comme Althusser l'a montré, que l'analyse scientifique n'est pas neutre de la méthodologie qu'elle utilise. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Marx a pu éprouver le besoin dans les *Grundrisse*, d'exposer sa propre méthode et de définir des concepts nouveaux en regard aux problèmes qu'il soulevait.

S'attaquer à l'approche néoclassique oblige à aller plus loin que la simple opposition théorie/pratique. S'y attaquer, c'est nécessairement s'attaquer à l'approche qui sous-tend l'existence même d'une telle dichotomie.

Avec le texte des étudiants de Laval, nous avons là un exemple du genre d'erreurs auxquelles on risque d'aboutir, dès qu'on laisse pour compte cette question méthodologique.

Dans le texte, il y a déjà une première erreur lorsque la théorie néoclassique se trouve à être limitée à l'analyse de la demande. Mais, là où l'erreur devient beaucoup plus grave, parce qu'elle débouche non plus sur la malcompréhension mais sur la confusion, c'est lorsque la théorie marxiste présentée comme une théorie de la production se trouve à être ramenée dans le champ même de la théorie néoclassique. Poser deux théories dans le même champ, c'est supposer que tant la méthode que les concepts et les problèmes posés sont les mêmes. De manière très explicite, ce n'est certainement pas à cela que veulent aboutir les auteurs du texte; la présentation des deux théories tendrait au contraire à prouver que la théorie marxiste est plus apte que l'autre à répondre à des préoccupations plus pratiques, qu'elle s'avère donc plus efficace et, nous revoilà au problème soulevé précédemment, à savoir celui de la dichotomie théorie/pratique.

Il n'y a qu'une approche méthodologique à laquelle la dichotomie nous renvoie, c'est l'approche newtonienne.

L'importance de Newton tient autant à son rapport à la physique, qu'à la méthode qu'il y a instauré. Et là, son impact fut considérable. Non seulement son application allait-elle bouleverser l'approche des phénomènes naturels, mais encore celle des questions sociales. L'économie, la politique, la morale etc. allaient sortir de la philosophie et s'élever progressivement au rang de science par la caution que leur donnait la généralisation de la méthode dans ce qu'on pourrait appeler les sciences de la nature. Des auteurs comme Hobbes, Locke, Bentham, Smith ne juraient que par Newton. Comme en témoignent leurs écrits, tous voulaient être des Newtons dans leur domaine de réflexion respectif.

A la base de la méthode, il y a un "présupposé unitaire" pour reprendre Gusdorf, une prétention que les faits s'articulent selon des principes universels. Ce qui est extrêmement important chez Newton, c'est que sa

méthode présupposant l'existence d'un ordre, part des faits, c'est à dire de leur investigation empirique de manière à dégager dans leur fatras, les éléments qui permettront de servir d'hypothèses pour dégager les principes, les lois comme telles. Même si on distingue deux plans d'analyse, celui des faits et celui du raisonnement, l'établissement des hypothèses assure la cohésion de la méthode. Dans la méthode newtonienne, le normatif passe par l'expérimental. (1) C'est cette méthode que l'on transposera dans le champ de l'économique; c'est à elle que toute la tradition économique, n'hésitant pas d'ailleurs à recourir aux exemples de la nature, recourra pour articuler les faits, faire ressortir les lois que nous connaissons.

La méthode est évidemment radicalement différente de l'approche marxiste, tout comme elle l'est par rapport à l'approche déductive de la scolastique du moyen-âge. On admet que dans l'univers, physique et social, il existe un ordre spécifique, obéissant à ses lois propres que la science aura à révéler. On remarquera que de la sorte Dieu se trouve éjecté de l'analyse causale; de finalité de l'ordre qu'il était dans la scolastique, il ne deviendra que le garant, voire le gardien.

A première vue, la méthode en posant l'analyse à deux niveaux autorise une certaine spécialisation. D'un côté, il y a les faits que révèlent les hypothèses; de l'autre, il y a le raisonnement qui découle de ces hypothèses. De là, le positivisme et l'empiricisme dont nous avons déjà parlé. Pour certains, la science s'abstrait des faits. C'est d'ailleurs la vision immédiate que nous avons des néoclassiques. Des chercheurs dans leur tour d'ivoire, construisant des modèles dans lesquels ils semblent enfermer la réalité comme on enferme un diable dans sa boîte. Pour d'autres au contraire, la nécessité de l'action oblige à se cantonner aux faits. C'est cette nécessité qui les amènera à ne pas prendre au sérieux tous ces théoriciens qui ne sont jamais d'accord entre eux.

Pourtant, regardons bien la méthode. Dans la mesure où celle-ci cautionne et, l'autonomie totale du champ économique, et l'existence de l'économie en tant que science, il nous faut aller plus loin que cette vision superficielle des choses. Nous l'avons dit, à la base, il y a

un présupposé unificateur. D'autre part, les hypothèses unissent les deux niveaux d'analyse. Il y a donc renvoi mutuel.

Même le pire des empiristes, présuppose dans l'explication des faits l'existence d'une articulation. Même lorsqu'il ne fait que recourir à ce qui lui semble être qu'évidence ou bon sens, il se trouve contraint à recourir à des principes qui ont dû être établis au niveau du raisonnement. La validité de son discours, sa pertinence ainsi que sa crédibilité, oblige à recourir aux principes élaborés dans le discours savant. Pour donner plus de poids à son discours, il ira jusqu'à en emprunter les mots. Pensons simplement avec quelle aisance, même des économistes qui se disent marxistes, parlent d'offre et de demande, de coûts d'opportunité, d'économie d'échelle, de facteurs de production etc. Les mots, les principes viennent cautionner le discours quotidien; le discours qui se veut pratique.

Ainsi en va-t-il de ce que l'on peut appeler le discours savant. Son point de départ est l'observation immédiate des faits, par exemple la montée des prix, les achats individuels, etc. Le discours néoclassique ne tourne pas dans le vide, il se trouve rattaché aux faits dans ses prémisses mêmes. On pourrait même dire qu'il parle de choses bien concrètes, bien immédiates; comme tel, il nous concerne directement en tant que consommateur, payeur de taxes, ou salarié. Les concepts qu'il introduit, dans la mesure où ils se rapportent à nous autres, à notre quotidien, prennent de la sorte un caractère universel qui facilitera d'autant plus facilement, l'assimilation des principes qui découleront de sa démarche. On avait déjà pu noter une certaine osmose du discours savant et pratique dans le niveau empirique, ainsi en va-t-il au niveau logique. Le contenu quotidien du mot n'est pas vidé lorsque celui-ci devient concept, comme Althusser l'a abondamment montré dans "Lire le Capital".

Si au delà de la dichotomie apparente théorie/pratique, on retrouve l'unité d'une méthodologie particulière, prétendre à critiquer la théorie néoclassique comme inefficace vis à vis du réel, c'est toujours rester dans le cadre même de l'approche qui a pu amener cette théo-

rie. C'est opposer un niveau de l'analyse à un autre niveau, en oubliant qu'au delà de cette opposition se pose la question de l'unité d'une méthode qui s'appuie dessus. De cette façon, non seulement nous n'échappons pas aux schèmes de pensée, à l'idéologie que nous prétendons combattre mais encore encourageons-nous le risque en nous plaçant à un seul niveau, soit celui du théorique, soit celui du pratique, peu importe lequel, de tomber dans cette caricature de science qu'est le scientisme.

(1) Nous renvoyons le lecteur à l'article de F. Moreau.

C. Deblock



L'engouement pour les conférences scientifiques au XVIIIème siècle, vu par James Gillray. "De nouvelles découvertes en matières pneumatiques". 1802.

# Sur les prétentions de la 'science économique'

par F. MOREAU

Bâtie selon les schèmes de la physique, l'économie trouve sa consécration scientifique dans l'élaboration et la vérification empirique des modèles. C'est en ces termes, qu'on pourrait résumer la position de la plupart des économistes, sur la nature de leur science. Tel pourrait également être le point de départ du texte de F. Moreau. Si la question de l'objectivité et de la neutralité scientifique se doit d'être posée dans les sciences de la nature, elle se pose avec une acuité encore plus grande dans les sciences sociales, le chercheur faisant partie intégrante de leur objet.

in revue INTERVENTIONS. Critiques en économie  
politique, n° 1, 1978. (pp. 45-52). Montréal.

Un grand nombre d'économistes universitaires considèrent volontiers leur discipline comme étant la plus scientifique de la famille des sciences sociales. Cette prétention se fonde en grande partie sur l'usage plus intensif des mathématiques, de la formalisation, des programmes d'ordinateur. C'est bien cette prétention à la scientificité que nous voudrions questionner ici.

La recherche des conditions nécessaires pour parler d'une véritable science économique pose au moins deux

ordres de problèmes : premièrement, ce qu'est une véritable science en général; deuxièmement, la spécificité d'une éventuelle science économique.

On entend généralement par activité scientifique, la recherche des lois et régularités qui régissent les processus observés dans un champ particulier défini par l'objet de la science en question, recherche qui s'appuie sur l'observation et l'expérimentation et produit un ensemble cohérent de propositions vérifiables tirant leur validité de leur accord avec les faits.

A première vue cette définition ne semble poser aucun problème dans le cas des phénomènes naturels constituant l'objet des sciences physiques, qui se déroulent en dehors de toute intervention humaine. Cette dernière suscite toutefois un certain nombre de difficultés dans le cas des sciences sociales, particulièrement :

1 Le fait que la recherche porte sur des phénomènes qui peuvent être modifiés par l'action humaine,



#### Les lois scientifiques de l'économiste.

Lorsqu'un individu consomme davantage d'un même produit, l'utilité (psychique) totale dont il jouit augmente. Ceci posé, au fur et à mesure que de nouvelles unités se succèdent, l'utilité totale ressentie par le consommateur augmente de plus en plus lentement, ce freinage tenant à une tendance fondamentale de la capacité de jouissance psychique, celle-ci devenant d'autant moins vive que la quantité consommée s'accroît davantage". Samuelson.

2 La possibilité d'une rétroaction des connaissances dégagés sur la société,

3 L'intervention des "scientifiques" eux-mêmes au coeur du processus qu'ils doivent étudier.

En fait, même les sciences physiques ne sont pas à l'abri des difficultés. Si leur objet est indépendant de l'action humaine, certaines découvertes scientifiques peuvent avoir des implications énormes sur la société et faire ainsi l'enjeu de confrontations politiques. Ainsi, la découverte de la loi de la gravitation universelle remettait-elle en cause les dogmes catholiques, élément central de l'idéologie de la classe dominante de l'époque. Au XXème siècle, on peut encore citer la prétendue cosmologie aryenne de Rosenberg, élevée au rang de doctrine d'état. L'URSS stalinienne fournit également de multiples exemples de l'intervention d'une autorité politique se réclamant du marxisme dans le champ scientifique : rejet de la théorie de la relativité comme contraire au matérialisme dialectique, prononciamiento en faveur d'une école linguistique déterminée et aussi la célèbre "biologie prolétarienne" de Lipsenko, opposée à la "génétique bourgeoise" de Mendel. Ces problèmes scientifiques soulevaient en effet un enjeu plus vaste, celui du contrôle exclusif par la bureaucratie stalinienne de la totalité de la vie scientifique, culturelle et littéraire du pays, comme une composante de son monopole sur la vie politique. La reconnaissance de la possibilité de produire des connaissances scientifiques reconnues en dehors de l'autorité politique, même sur des questions de génétique, aurait ouvert une première brèche dans ce monopole.

Néanmoins, les sciences physiques ont pu jouir dans l'ensemble, d'une relative tranquillité au cours des dernières décennies; les enjeux se sont déplacés dans les sciences sociales. Si la génétique a pu faire l'objet de confrontations politiques centrales à une certaine époque, dans un certain pays, on imagine facilement les pressions qui s'exercent sur la "science économique", là où l'opposition des intérêts de classe se manifeste le plus clairement.

L'économie bourgeoise cherche à défendre son caractère scientifique en introduisant une distinction qui se veut radicale, entre fins et moyens. La tâche de l'économiste consisterait alors à déterminer la combinaison des ressources la plus efficace pour atteindre une fin donnée. Quant à celle-ci, c'est l'affaire du sociologue ou du politicien que de la déterminer.

Nous avons donc d'un côté les lois économiques naturelles et intangibles, de l'autre, les goûts changeants des individus; entre les deux, une catégorie de scientifiques employés à déterminer, le meilleur moyen d'atteindre les objectifs fixés.

Mais, c'est là faire abstraction de la réalité sociale.

Contrairement aux sciences physiques, la science économique comme toutes les autres sciences sociales porte sur un objet mouvant. Nous avons affaire à des lois qui se modifient dans le temps, sous l'action d'hommes partiellement influencés par la connaissance qu'ils en ont; connaissance élaborée par des chercheurs profondément impliqués dans ce qu'ils étudient. Ce réseau de relations intersubjectives historiques compromet gravement les perspectives de transplantation de la méthode des sciences physiques et la possibilité même d'aboutir à une rigueur scientifique comparable à celle qu'on veut bien reconnaître à celles-ci.

Nous ne pouvons faire abstraction du caractère historique des lois qui régissent les sociétés, lois qui ne sont jamais valides que pour une période et un espace spécifiques, et non dans l'absolu. L'histoire ne suit pas une logique immanente et implacable; elle est forgée par l'action des hommes, bien entendu sur la base des conditions objectives dans lesquelles ils vivent, mais non déterminée nécessairement par elles.

Les sciences sociales n'ont pas affaire à des processus impersonnels et a-historiques, mais à des développements conflictuels, mettant aux prises diverses classes de la société, cherchant à orienter le cours des événements dans la direction conforme à leurs intérêts. Comment rester "neutre" et "objectif" dans une telle situation. Surtout dans la science économique qui traite de l'enjeu principal.

Certains cartésiens attardés prétendront déduire toute "leur science" des nécessités éternelles de la Rationalité et construire une logique formelle des allocations alternatives, digne de partager avec les mathématiques les cimes de la pensée. Une telle entreprise n'a rien à voir avec la science mais relève plutôt de l'utopie. Cependant la majorité des économistes reconnaissent la suprématie des faits et tentent de construire des théories vérifiables, c'est à dire qu'ils aboutissent à des propositions susceptibles d'être confirmées ou non. L'économétrie leur permet d'ailleurs d'opérer cette confrontation avec toute la rigueur mathématique possible. Le choix entre théories rivales s'opère en principe d'après leur plus ou moins grande adéquation aux faits. Peut-on dès lors considérer leur activité comme "scientifique" au sens où nous l'avons définie, et exempte de toute subjectivité?

En fait, le parti pris se manifeste principalement à deux niveaux : les problèmes traités, le paradigme choisi.

Les diverses tentatives de définir l'objet de la science économique n'ont pas donné satisfaction parce qu'elles relevaient d'une conception administrative de la division du savoir; chaque discipline voulant prendre possession d'un territoire bien délimité. Or les sciences (en particulier les sciences sociales) ne se forment pas par l'exploration exhaustive d'un domaine défini dès le départ par l'objet qu'on leur assigne; elles se constituent historiquement sous la pression des nécessités sociales. Ce n'est que plus tard, qu'elles obtiennent leurs lettres de noblesse académiques ou leur certificat d'objectivité.

Ainsi l'actuelle anthropologie est elle née dans le sillage des conquêtes coloniales européennes au XIXème siècle. Elle est venue du besoin pour le conquérant de comprendre les mécanismes de la société colonisée. Les relations industrielles ont répondu à l'essor du syndicalisme qui créait le besoin de spécialistes des relations capital-travail. Sans gratter beaucoup, on trouve des phénomènes semblables à l'origine de la plupart des actuelles "sciences sociales".

Et, c'est particulièrement évident quand on considère l'origine des différents courants de la "science économique"; les mercantilistes théoriciens du dirigisme royal,



les physiocrates défenseurs des propriétaires terriens face aux villes et aux bourgeois, puis les classiques champions de la bourgeoisie face aux mêmes propriétaires, puis Marx exprimant le point de vue du prolétariat face à la bourgeoisie industrielle qui jette dans la bataille le marginalisme; enfin les keynésiens, théorisant l'intervention de l'Etat dans le capitalisme monopoliste. Tous ces courants ne sont finalement que l'expression du point de vue d'une classe dans une situation historique donnée, point de vue remarquable autant par ce qu'il occulte que par ce qu'il éclaire.

Prenons par exemple les fameuses relations d'arbitrage inflation-chômage, qui possèdent une certaine réalité empirique mais dont les fondements théoriques sont douteux. Les économistes néoclassiques n'en font pas moins une loi économique exprimant une contrainte insurmontable, ceci parce qu'ils tiennent pour acquis le système économique en vigueur et ne tentent que des changements superficiels, à savoir les mesures classiques des gouvernements bourgeois.

Le choix d'un paradigme supposant implicitement le maintien du régime économique en vigueur empêche l'étude en profondeur des ressorts du système, étude qui montrerait peut-être les raisons de l'existence d'une telle relation, sa nature historique et les moyens d'y mettre fin, si ce n'est que ces moyens impliqueraient la fin du système lui-même.

Ces limitations ne découlent pas ordinairement d'une quelconque malhonnêteté intellectuelle mais du point de vue choisi qui empêche de considérer toute une série de problèmes.

En reprenant la revue des courants de pensée relevés plus haut, on voit qu'à chaque instant s'opposaient le point de vue conservateur et facilement apologétique de la classe au pouvoir, et le point de vue critique d'une classe ascendante mais encore subordonnée, remettant en cause théoriquement et pratiquement les fondements du régime en vigueur. Naturellement, cette classe est aussi la mieux placée pour penser sa propre intervention comme sujet historique, moteur des changements radicaux.

Il nous paraît donc impossible de caractériser dans l'abstrait, une véritable "science économique". Nous sommes en présence de savoirs constitués pour leur utilité dans une situation historique donnée, en relations avec les luttes qui s'y déroulent, et exprimant les points de vue des classes qui s'affrontent.

Cela ne signifie pas que certains de ces points de vue ne soient pas plus féconds que d'autres en termes de connaissances, mais cela dépend de la position offensive ou défensive de la classe dont ils sont l'expression et non de leur adéquation à des critères prétendument éternels fixant les conditions de connaissance en soi.

F. Moreau.

# Epistémologie et histoire de la pensée économique

Beaucoup se cabrent devant la sécheresse théorique du discours Néoclassique et réclament une théorie plus en accord avec la réalité. Cette attitude est dangereuse. Elle repose sur une erreur concernant le statut épistémologique du discours néoclassique.

Si celui-ci utilise une formalisation de plus en plus sobre, il s'appuie aussi sur le sol "bien dur" des évidences et, les évidences ne s'autorisent que d'une métaphysique occultée. Les néoclassiques ont un pied dans l'empirisme. La sécheresse théorique ne tient pas aux exigences du langage logico-mathématique qui constitue plutôt une garantie, mais au dogmatisme qui ruine la Question.

Une attitude vraiment critique où se construit la réflexion sur le savoir transmis, appelle une étude de nature épistémologique et historique de la pensée économique. Elle doit éviter le piège de l'empirisme car la science ne représente pas la réalité, elle participe à la construction du monde.

## INTRODUCTION

Le corps de la pensée économique constitue certainement un terrain tourmenté. Balisage, rampes, garde-fous ou manuels sont là pour protéger, guider, préserver des humeurs et glissement libertains, des interrogations indues (souvent appelées "prématurées", c'est-à-dire qui seront susceptibles d'être posées à un moment plus approprié dans les cours plus avancés, à moins qu'elles ne soient alors oubliées). Le cours magistral désigne le principal des rites initiatiques par lesquels la Connaissance est livrée : la compréhension de la société capitaliste au niveau de l'échange généralisé.

Tout est mis en place pour le Culte de la Momie : c'est un corps mort que l'on apprend à célébrer. Les officiants sont fonctionnaires de la transmission de ce savoir. Mais les savants de l'économie politique dominante, dans leur pratique d'invention sont les agents-supports du mouvement du discours. (mouvement que l'on dit fort mouvementé).

Alors pourquoi les acteurs de l'élaboration d'une économie politique bien vivante livrent-ils dans leur pratique enseignante un discours d'une sécheresse dogmatique comme le meilleur de ce qu'ils ont à dire?

On peut poser la question d'une manière générale (pour les sciences), mais elle obéit ici à une arrière-pensée liée spécifiquement à l'économie politique dominante.

Pour une part, le savant contribue à développer une séquence particulière de "sa" discipline, mais la transmission s'opère à la suite d'une accumulation de travaux, de recoupements de préoccupations, de la sanction d'un système général de la science qui aboutiront à une mise en forme "assurée" et "reconnue". Il y a des délais de maturation "justifiant" l'écart entre ce qui s'élabore et ce qui est transmis.

Ce fait recouvre aussi des situations à caractère symptomatique, pathologique même, quand loin de toucher le développement d'une séquence, elles posent un problème de restructuration de l'édifice.

Ainsi, il faut distinguer entre des travaux portant sur la prise en compte de l'incertitude dans les décisions des agents et ceux de la "Disequilibrium school".

Les premiers aboutissent à compléter les Manuels d'un chapitre ; les seconds sont associés à un projet plus fondamental visant à englober ce qui le précédait pour restituer différemment la tradition.

Mais pour l'étudiant en économie politique, la question n'est livrée que sous les termes dans laquelle elle doit être posée pour que ce qui la suit (et qui est consigné dans les textes) soit nécessairement la réponse.

La transmission du savoir prend alors la forme particulière du développement d'une problématique comme étau de la Problématique juste.

Ainsi, attendez étudiants que Malinvaud ait publié une synthèse magistrale des fondements microéconomiques de la macroéconomie ; il se trouve encore, mais discrètement chez Clower, Leijonhufvud, Barro, Fischer ou autres Granmont et Laroque matière à trébucher hors d'un sentier qui sera celui de la tradition nouvellement revue.

La normalisation passe par l'aseptisation de l'enseignement : nulle poussière, pas d'éclats de voix, pas de dissonances intempestives. On invoquera la fragilité de ceux qu'il faut initier ; il faudrait plutôt parler de l'inconfortabilité dans laquelle se trouve le discours néo-classique.

Cette affirmation renvoie à un fait : l'école néo-classique n'est pas l'autre nom de l'économie politique quoiqu'en puisse souvent laisser paraître l'enseignement en Amérique du Nord.

Si l'économie politique trouve certainement une unité dans ses fondements naturalistes, il existe néanmoins différentes problématiques. Elles se traduisent en particulier par des théories de la détermination des prix et de la répartition radicalement distinctes. On peut ainsi écrire autant d'histoires de la pensée économique qu'il y a de problématiques. Il faut insister sur un point : considérant l'économie politique, si la diversité précédente n'était pas de mise, on aurait une histoire de la pensée économique.

Celle-ci serait réécrite avec les grandes restructurations : "à chaque restructuration du système correspond un type différent de totalisation de la tradition, un type différent de téléologie réassumée par un jugement récurrent". (M. SERRES. -16-, p.86).

Cette histoire-là restitue une linéarité où l'histoire chronologique proprement dite était faite d'hésitations, des coupures, d'échecs...

Ceci peut rendre compte du désintérêt manifesté par la plupart des savants pour l'histoire des sciences. Et pour qui nie la pluralité du discours économique, il en sera de même vis-à-vis de l'histoire de la pensée économique. Loin d'être essentielle, l'histoire de la pensée économique est appréciée comme musée des étapes du développement de cette pensée (comme on peut visiter

un musée de l'aviation : des premiers hommes-oiseaux à la conquête de l'espace). Si la pensée économique progresse, nul n'est besoin de s'attarder à ce qui est aujourd'hui dépassé, et surtout aux égarements (par ex. pour Schumpeter, Ricardo représente un long détour).

L'enseignement économique est dominé par l'école néo-classique. Il s'agit d'abord de lire et de relire les Manuels où est déposée la Vérité. Le dispositif formalisé (à partir de la batterie des postulats explicites) contribue à l'hermétisme du discours, et c'est en se refermant sur lui-même qu'il cautionne sa prétention scientifique. La neutralité idéologique du discours est affirmée (cf. l'introduction de l'Economique de R. Tremblay). On peut éventuellement accorder quelque attention à l'histoire de la pensée économique qui balise les progrès réalisés. Tout autre intervention, en particulier d'ordre épistémologique, suscite une répulsion symptomatique.

Là se trouve la force de l'école néo-classique : elle peut bien en même temps (et pour cause...) **charrier plusieurs siècles de métaphysique occidentale**, affirmer sa neutralité idéologique et afficher quelques sourires ironiques à l'encontre de la réflexion épistémologique. Cette masse métaphysique n'est pas une charge pour qui la porte entièrement. Elle délimite les possibilités de questionnement.

Le savant néo-classique répugne à la réflexion épistémologique ; il n'en est pas pour autant exempt d'être porteur de philosophie dans sa pratique scientifique. Il peut être dit avoir une "philosophie spontanée de savant" telle que l'a désignée Althusser.

Dans ce qui suit, nous clarifieront la nature des sous-bassements épistémologiques de la pratique des théoriciens néo-classiques. Ceci permettra de rendre compte de la forme sous laquelle est donné l'enseignement.

La transmission du savoir néo-classique s'opère suivant un dispositif de blocage de toute réflexion et discussion de ce savoir. L'enseignement de l'histoire de la pensée économique couplée à une réflexion épistémologique est absolument nécessaire pour susciter la réaction face au discours momifié des positivistes néo-classiques (on ne doit pas rentrer à l'Université comme au Grand Séminaire).

Remarquons avec G. CANGUILHEM ("Etude d'histoire de la philosophie et des sciences") que "sans relation à l'histoire des sciences une épistémologie serait un doublet parfaitement superflu de la science dont elle prétendrait discourir" ; on peut ajouter qu'inversement "sans relation à l'épistémologie l'histoire des sciences ne saurait littéralement pas qu'elle histoire elle est" (M. FICHANT, -9-, p.168)

### Soubassements épistémologiques de la théorie néo-classique

La pratique scientifique des économistes néo-classiques relève du courant néo-positiviste. Il réalise le couplage de deux pensées : l'idéalisme et le réalisme.

La première s'en remet au sujet transcendantal du cogito, à l'ontologie métaphysico-religieuse. La seconde s'appuie sur la richesse des impressions, la sensation individuelle. Dans le même ordre, elle trouve une expression dans l'empirisme qui fonde la connaissance sur l'expérience. La "sensation" du sujet revêt deux aspects : elle est significative parce que les propriétés sont dans les objets et que le sujet lit ses impressions. Il y a des données du dehors du texte, et la faculté de recevoir. Les deux pensées sont couvertes par les valeurs logocentriques "associées à celles de choses, de réalités, de présences sensibles par exemple, de plénitudes substantielles, de contenu, de référend..." Ainsi, "le réalisme ou le sensualisme, l'empirisme sont des modifications du logocentrisme" (DERRIDA, 7b, p.87).

Remarque : le signifiant "matière" est également problématique pour autant qu'on le restitue comme "signifié transcendantal" (recours à l'idéalisme). Mais "il peut toujours venir rassurer un matérialisme métaphysique. Il devient alors le référend ultime, ...une réalité objective absolument antérieure à tout travail de la marque". C'est ce qui pointe dans la conception physiocratique de la société, la version économiste du marxisme. Tout cela tient au naturalisme dans lequel baigne toute l'économie politique et qui repose sur "la réduction de l'Etat social à un état physico-naturel", suivant le sens que lui donne J. FRADIN.

Le néo-positivisme met donc en oeuvre un couple dont les termes sont l'empirisme et le formalisme (logico-mathématique). La science positive est représentation formelle de son objet donné. Opposition de base : sujet-objet.

L'intuition de l'objet extérieur et le raisonnement garantissent la production scientifique. La faillibilité de l'intuition n'est pas de mise. Pourtant les mathématiques se sont engagées sur une pente qui ne requiert aucune interprétation sensible. Le concept repose sur la maîtrise en elle-même des symboles à partir du dix-huitième siècle. CANTOR a réclamé la liberté de la mathématique en condamnant l'empirisme : "ce n'est que depuis l'empirisme, le sensualisme et le scepticisme modernes et depuis le criticisme kantien qui en est issu, que l'on croit devoir situer la source du savoir et de la certitude dans les sens où les dites — formes pures de l'intuition du monde représentatif —, en la confinant dans ces bornes ; je suis convaincu que ces éléments ne fournissent aucune connaissance assurée parce que cette dernière ne saurait être atteinte que par des concepts et des notions qui tout au plus sont suscitées par l'expérience extérieure". (cf. 4, p.48)

Aujourd'hui tout est clair ; "La mathématique est une théorie intérieurement ouverte et extérieurement fermée" (M. SERRES, 16, p.72). Dès lors on ne saurait se soustraire à la question épistémologique de l'efficace propre de la formalisation sur le sens des "objets" maniés. C'est la question du concept comme unité du discours scientifique.

En fait, la question est traditionnellement discutée dans les termes des rapports et différences du système formel des écritures et de son interprétation. La construction formelle n'est pas gratuite, la sémantique des interprétations est requise. Le positivisme logique reflète cette problématique. "La signification des termes théoriques est déterminée pour une part par les postulats du calcul qui constituent comme on le dit souvent une définition implicite de ces termes et pour une autre par les règles de correspondance appelées également définitions coordinatrices, définitions opérationnelles, principes interprétatifs, qui leur procurent un contenu empi-

rique". (J. BOUVERESSE au sujet de CARNAP, 3, p.124)

Nous ne discuterons pas de cette conception pour faire la part des propositions auxquelles souscrivent ou non les positivistes logiques (connaissance comme production ou représentation, transformation du réel, construction du fait etc..., antériorité du théorique...) Ceci moins par précaution que parce que la pratique des économistes néo-classiques qui nous occupe ici nous place sur un terrain quelque peu différent qui est celui d'un **empirisme vulgaire**. Celui que les travaux de BACHELARD, CANGUILHEM et FOUCAULT, qui sont fondamentalement non positivistes, nous autorisent à disqualifier sans appel parce qu'il place le discours sous la tutelle d'une réalité extra-linguistique. Pour ces économistes, loin d'accorder une antériorité au système formel sur son interprétation, il faut comprendre le formalisé comme artifice monté pour représenter, ce qui privilégie le domaine empirique donné. D'ailleurs, en fin de course, les modèles comme sélections à l'infini sur le thème théorique seront jugés sur leur capacité "à rendre compte des faits". On cherche à fabriquer l'image la plus plausible de la réalité.

La prolixité (stérile) du discours économétrique vaut-elle mieux que la glose portant, à partir de la renaissance, sur la question de la nécessité de l'existence et de la perfection de Dieu pour s'assurer de la portée objective de la perception? "les mille et un avantages" que l'on retire en tenant pour vrai le fait sans s'attarder sur la vieille question de la possibilité de le fonder comme tel plaident-ils pour le réalisme. Au contrôle de fait correspond la prolifération des montages du modèle à la réalité : distance (au sens que lui prêtent les empiristes) qui a ses sautes d'humeurs et souvent ce qu'on avait cru saisir se dérobe (par exemple la conjoncture internationale s'est modifiée, des facteurs extra-économiques ont joué décisivement...). En fait, il ne s'agit pas d'une distance à combler entre théorie et réalité et il n'est pas essentiel de critiquer la théorie pour son inadéquation au fait ; il faut prendre la lorgnette par l'autre bout et voir clairement comment l'empirisme s'assure des complicités sémantiques pour se couler dans les formes

logico-mathématiques qui cautionnent la scientificité du discours.

Dans les lignes qui suivent, nous illustrerons ce point pour la construction néo-classique à partir de la notion de bien économique. On voudra également attirer l'attention du lecteur sur l'intérêt d'une curieuse recherche en paternité pour un enfant "naturel" (l'économie politique) qui s'en désintéresse.

### Bien économique et prix dans le discours néo-classique

Voyons comment l'empirisme pénètre le "bel édifice" (certains se laissent aller à la jubilation de l'affairement manipulateur, ayant paré au désordre dans un montage unifiant). La théorie de l'équilibre général walrasien se présente comme une analyse de l'organisation sociale sur la base des comportements individuels. Comment peut-on définir l'Etat social réalisé et y parvenir en tenant les plans décentralisés (subjectifs) pour les données?

Cette question l'économie politique n'en a pas la paternité! : la philosophie politique du 17<sup>ème</sup> et du 18<sup>ème</sup> siècle s'interroge exactement dans ces termes. Ceux-ci ne se justifient que pour qui tient l'individu pour le noyau solide de la certitude, du vrai, c'est-à-dire le sujet du cogito, l'homme compris comme doublet empirico-transcendantal (Foucault). On expurge la subordination au niveau ontologique (voir la note de Louis Dumont sur LOCKE et HOBBS, 8, p.242), mais le problème se pose du passage de l'individu libre au Politique qui est avant tout ordre. Quelle est la nature de l'autorité, qu'est-ce qui fonde son existence et sa légitimité? Mais ce qu'on a chassé par la porte revient par la fenêtre : "la théorie moderne (Locke par rapport à Filmer) apparaît plutôt comme une tentative pour écarter la reconnaissance de la subordination comme principe fondamental, tandis qu'elle produit synthétiquement un ersatz à des fins empiriques, ce que Locke appelle un "Magistrat" (L. DUMONT, 8, p.72).

On s'appuie sur le consentement unanime des membres de la société politique (contrat qui correspond

d'ailleurs tout à fait à l'équilibre politico-économique des néo-classiques ; voir Malinvaud, 14, p.221-222). Contractualisme à la Locke.

Le temps ne ternit pas les "bonnes" questions : "quelle est la main invisible grâce à laquelle cette cohérence (des actions individuelles) assurée?" (Malinvaud p.106). Cohérence par quoi il faut comprendre que l'ordre social ainsi conçu est **harmonieux** ; et il s'agit d'une conception de base pour les néo-classiques.

**Nous avons vu la question fondamentale** : celle du mécanisme par lequel s'institue l'Etat social objectif. C'est le passage du subjectif à l'objectif ou de l'individuel au social. Si nous savons déjà que les termes de la question sont ceux d'une conception humaniste, on pourra aussi vérifier dans ce qui suit que la réponse des économistes néo-classiques n'innove guère sur celle des philosophes (en particulier Hobbes) : il faut juste quelques clefs de lecture (doublure de Léviathan –auctionner– ou doublure de la doublure –price setter). Seulement pour l'économie politique, le discours doit être tenu dans la langue mathématique (le prix est un nombre) et les articulations logico-mathématiques ne sauraient être considérées seulement au niveau de la syntaxe ; le problème sémantique (le sens des concepts) se pose à partir de la structure théorique ; ceci plus que comme efficace propre sur le sens, qui suggère que l'on organise avant tout des "notions" importées avec leur sens du dehors du texte (de la théorie).

Voyons cela de plus près quoique succinctement puisqu'il s'agit plus de susciter la réflexion que de développer une thèse.

L'exposé néo-classique débute par la définition des marchandises et des prix :

- "une marchandise est un bien ou un service complètement spécifié physiquement, temporellement et spatialement"
- "à chaque marchandise est associée un nombre réel, son prix ph. Ce prix peut s'interpréter comme le montant payé maintenant par un agent pour chaque unité de la marchandise qui sera mise à sa disposition" (DEBREU, 6, p.35-36).

Il faut donc faire confiance à l'empirisme pour ne pas s'arrêter là. En fait le risque n'est pas grand car l'étalage de l'épicier semble offrir des produits physiques comme naturellement étiquetés par des prix (des nombres). Loin de faire violence à l'entendement commun, il semble légitime de s'appuyer sur ce que notre conscience tient pour certain (louons Descartes!). DEBREU précise que l'exposé préliminaire sur les marchandises et les prix "n'a aucun rapport avec le développement logique de la théorie. Son but était de fournir des interprétations possibles de cette dernière". On a affaire à une collection d'objets physiques pour fonder l'interprétation. "seulement rien n'est plus indistinct et plus empiriste que la notion d'une collection d'objets, au point qu'à s'y tenir la sémantique n'aurait aucune chance de s'articuler scientifiquement : c'est uniquement dans la mesure où elle dispose du concept mathématique d'ensemble et transforme par son effet la notion de multiplicité domaniale que la théorie des interprétations d'un système formel échappe à cette impuissance" (BADIOU, 1, p.37). Cette impuissance trouve facilement des illustrations : suivant FRADIN celle de l'archéologue des temps futurs face aux objets du mode de production capitaliste, suivant BAUDRILLARD celle de la classification zoologique de Borgès.

Dans la perspective humaniste on se situe par rapport à la problématique homme-nature, soit celle du besoin et des biens. Les besoins sont pris comme données. Leur représentation est classement, organisation de l'espace des biens physiques par l'individu. Il est plus juste de dire que l'individu est ce classement de biens ; il est une liste ordonnée de biens physico-naturels. Les néo-classiques peuvent bien proclamer que la représentation formelle de l'ordre des préférences (préordre) est suffisante, il est nécessaire de s'accorder un instrument plus puissant pour dériver des résultats essentiels : une fonction d'utilité continue représentera alors les préférences. Ceci présente l'énorme avantage de pouvoir associer à chaque classe d'indifférence un nombre réel ; le classement des préférences est assuré en profitant de l'ordre complet de "R". On prêtera alors quelque attention au fait que les taux marginaux de substitution comme rap-

ports physiques de quantité n'ont aucune dimension subjective, si bien que les utilités non plus (en passant au TMS on n'a fait exprimer autrement les préférences en utilisant les propriétés de l'espace euclidien).

Dans quelle mesure répond-on au problème posé? Pour qu'il y ait équilibre de l'agent, les prix subjectifs (les TMS) doivent être égaux aux prix sociaux si bien que les courbes d'utilité sont construites de telle façon que la connexion (commensurabilité) soit possible. Quelque soit la situation on confond les systèmes de prix internes individuels et externes sociaux : ceci est obtenu par **objectivation du niveau individuel** puisque l'individu est liste de biens physiques dont le traitement formel aboutit à l'expression des appréciations individuelles (TMS) comme rapports physiques de quantités homogènes suivant les agents.

On réduit donc considérablement la généralité de la question du mécanisme d'institution de l'état réalisé puisqu'on abandonne les individus bien que la présentation tende à voiler la chose, pour s'appuyer sur la métaphysique de l'Individu et de ses relations à la nature par l'entremise du besoin (la dimension subjective est objectivée au niveau physico-naturel). Corrélativement on abandonne aussi la dimension proprement sociale de l'état objectif réalisé puisqu'un rapport de prix est postulé comme rapport de quantités physiques.

Les évidences de l'étalage du commerçant ne nous dispensent pas de l'interrogation concernant la possibilité d'associer un nombre à une "chose". Comme J. FRADIN l'a montré l'opération constitue une erreur si la chose est l'objet physico-naturel de l'empirisme vulgaire.

Le problème posé en philosophie politique depuis le 17<sup>ème</sup> siècle et que le projet néo-classique prend en charge ne semble trouver une réponse que parce qu'on en a modifié les termes et réduit la portée (par assimilation des prix subjectifs et objectifs à des rapports de quantités physiques).

Au départ on n'a pas vraiment d'individus mais l'Individu et annulation de la dimension proprement subjective (c'est pourquoi Robinson convient si bien aux illustrations qui auraient valeur "heuristique").

A la fin pas d'état réalisé proprement social puisque ses caractéristiques sont exprimables en quantités physiques. La **naturalisation du social** constitue le coeur du discours métaphysique ; c'est aussi une conception remarquable pour que cette dimension soit occultée : l'économie politique pure (WALRAS) ne traite-elle pas de faits naturels comme le prix ? La réduction de la dimension du problème peut trouver une expression légèrement différente considérant l'erreur introduite avec le postulat du Numéraire (Voir "**Les Fondements Logiques de la Théorie Néo-classique de l'Echange**").

Hors de l'équilibre s'applique l'essentiel de la situation objective réalisée : le caractère homogénéisant des prix propre au niveau social de l'échange. La construction au niveau individuel (analyse de l'utilité) est conceptualisée de façon à assurer sans problème et avant l'équilibre la normalisation des individus. Quand on introduit les contraintes de budget l'individu comprend déjà le langage (code) de l'état réalisé. Ceci ne manifeste pas autre chose que l'impossibilité de produire théoriquement et donc de concevoir scientifiquement l'institution sociale comme résultat d'un mécanisme de passage individu – société. Le prix propre à l'état social ; qu'il soit **compris** avant l'équilibre parce que de même nature à tous les niveaux (pas de distinction imaginaire – réalisé) exprime l'irréductibilité de la "subversion" opérée par l'artifice.

"L'autorité n'en réside pas moins fondamentalement dans la transmission plus ou moins explicite ou diffuse d'un sens et dans la compréhension plus ou moins adéquate, plus ou moins illusoire de ce sens, dans la convergence des intentions autour de l'intention dominante de l'un ou de quelques uns... C'est pourquoi l'autorité trouve son instrument dans le signe, et son instrument privilégié dans le signe chargé de la plus grande densité de significations explicitées, dans la parole. L'autorité a besoin d'un langage. Tout langage porte en lui-même une autorité et son emploi la confère même si elle est inefficace." (R. POLLIN, 15, p.215).

Que les objets comme porteurs de significations sociales constituent un code (Baudrillard), que comme marchandises ils fonctionnent comme signes linguisti-

ques(Derrida), ceci nous permet de comprendre comme pouvoir hégémonique du social le fait du prix ayant un sens pour l'agent individuel.

### CONCLUSION

Les développements précédents avaient pour but d'illustrer positivement la nécessité et la fécondité d'une réflexion épistémologique et historique. Si les développements retenus s'attachent à la question épistémologique du sens du concept, comme intérieur à la théorie, l'aspect historique est également inéliminable. Ce type de réflexion doit porter à la fois sur la diversité des discours économiques et sur l'unité en quoi se définit l'économisme. Une étude fouillée permettrait d'établir le champ différentiel des lignes de forces du discours. On pourrait en tirer le profit d'un certain discernement face aux mouvements, aux transformations qui sont produits par l'invention. (Par exemple : pourquoi est-il aujourd'hui de bon ton de prendre pour référence un équilibre à la BENASSY?)

On répondra ainsi à notre question introductive : la forme de transmission du savoir (dans l'enseignement) ne reproduit pas autre chose dans le cas néo-classique, que ce que sont contenu vérifié, l'irréductibilité de la subordination au politique.

Le discours néo-classique de par la "philosophie spontanée" positive (empiriste) qui anime ses savants hygiénistes est rouage privilégié de la normalisation de ceux qui le reçoivent.

(D. Boutaud)

## BIBLIOGRAPHIE

- (1) BADIOU A. "Le concept de modèle" Cours de philosophie pour scientifiques. Théorie IV, Maspéro 1970
- (2) BENETTI C. "Valeur et répartition" P.U.G. et Maspéro 1974
- (3) BOUVERESSE J. "Le positivisme logique" dans **Histoire de la Philosophie**, sous la direction de François CHATELET, XXe siècle, Val.8, Hachette 1973
- (4) **Cahiers pour l'analyse**, 10, "La formalisation" Seuil 1969
- (5) CARTELIER J. "Surproduit et reproduction" La formation de l'économie politique classique, P.U.G. et Maspéro 1976
- (6) DEBREU G. "Théorie de la valeur, analyse axiomatique de l'équilibre économique" monographie de recherche opérationnelle, DUNOD 1966
- (7) DERRIDA J. "De la grammatologie", Collection "Critique", Editions de Minuit, 1967  
"Positions", Collection "Critique", Editions de Minuit, 1972
- (8) DUMONT L. "Homo Aequalis" Genèse et épanouissement de l'idéologie économique, N.R.F. Gallimard 1977
- (9) FICHANT M. "L'épistémologie en France" dans **Histoire de la Philosophie**, sous la direction de F. CHATELET, le XXe siècle, Vol.8, Hachette 1973
- (10) FICHANT M. et M. PECHEUX "Sur l'histoire des sciences", Théorie III, Maspéro 1969
- (11) FOUCAULT M. "Les mots et les choses", Une archéologie des sciences humaines, Gallimard 1966
- (12) FRADIN J. "Les fondements logiques de la théorie néo-classique de l'échange", P.U.G. et Maspéro 1976
- (13) LECOURT D. "Pour une critique de l'épistémologie" (Bachelard, Canguilhem, Foucault), Théorie, Maspéro 1972
- (14) MALINVAUD "Leçons de théorie microéconomique", Nouvelle Ed. Dunod, Bordas 1975
- (15) POLIN R. "Ethique et politique", Philosophie politique Sirey, 1968.
- (16) SERRES M. HERMES I "La communication" Collection "Critique", Editions de Minuit 1968

# L'économie

## et son champ d'étude

*Pour beaucoup d'économistes revenir sur la question du "domaine de l'Economie" alors que le champ d'étude semble bien établi, c'est à la fois revenir sur des questions historiques qui ont été une fois pour toutes résolues et, réouvrir un débat philosophique sur les prémisses d'une science dont la signification se situe avant tout aujourd'hui, dans les conclusions qu'elle apporte. Revenir sur cette question, c'est à la fois se placer dans le passé alors que les problèmes à résoudre se situent au présent, et philosopher alors que la scientificité même de l'économie cantonne celle-ci, à la solution des problèmes.*

*Somme toute s'il ne s'agissait que d'une question de définition voire de mots comme certains le prétendent, on aurait guère à s'intéresser bien longtemps là-dessus. Une définition ne vaut que ce qu'elle vaut. Cela pourrait aisément être débattu dans le cadre du cours de la pensée économique ou dans une introduction à l'économie. Après tout, tout le monde sait ce que c'est que l'économie et pour reprendre Viner, "Economics is what economists do". Pourtant, même chez un Samuelson qui au contraire de bien d'autres n'a pas esquivé le problème, on sent dans la définition qu'il apporte, un certain malaise. Certes, lorsque celui-ci précise ce que l'économie est ou n'est pas et qu'il définit l'objet de l'économie, son discours semble à première vue plein d'assurance. Mais au delà de cette impression immédiate, on peut se rendre compte que pour défendre la scientificité de l'économie face à la critique que Marx en a faite, il lui faille se réfugier dans le volontarisme de l'économiste et par là même, "dissoudre comme le note Godelier, l'économique dans une théorie formelle de l'action finalisée." Quant à la justification de l'universalisme que soulève cette approche, Samuelson prétendra la trouver dans une anthropologie à la petite semaine.*

*Un peu paradoxalement, c'est de l'anthropologie qu'allait émerger la nécessité d'une interrogation sur la nature du champ de l'économique. En resituant la question de l'échange et celle de l'efficacité dans des sociétés au mode de fonctionnement différent de la nôtre, des anthropologues comme Finley, Polanyi, Godelier et d'autres allaient par la remise en cause de l'universalisme et du déterminisme omniprésents dans la Science économique actuelle, permettre non seulement de recouvrer la nature sociale des rapports économiques, mais aussi par là, de mieux saisir le degré d'autonomie dont ils peuvent disposer dans nos économies capitalistes. C'était évidemment renouer directement ou indirectement selon les auteurs, avec la méthode telle qu'exposée par Marx dans ses "Grundrisse" notamment.*

*C'est dans cette optique que nous avons voulu poser la question de la définition de l'économie, c'est à dire en ramenant celle-ci au champ particulier qu'occupent dans le champ social, les relations économiques. Pour certains, ce sera peut-être avec un certain étonnement que nous partirons d'Aristote pour déboucher tant sur la science de l'Economie Politique que sur la critique de celle-ci; cependant, ce sera l'occasion de sortir du cadre marchand auquel nous sommes trop habitués.*

## I - ARISTOTE ET L'ECONOMIE

*"L'oeuvre d'Aristote est ...passable, prosaïque et quelque peu médiocre. Elle dépasse à peine le sens commun avec légèrement plus d'emphase."*

*Schumpeter, cité par Polanyi in, "les systèmes économiques", Larousse 1975. p.94.*

I.A En associant la question du progrès au développement de l'échange et du commerce, les auteurs classiques ont largement contribué à l'approche négative qu'on peut avoir vis à vis d'un auteur comme Aristote. Il faut bien voir que dans leur tentative pour justifier le développement du capitalisme, les classiques ne pouvaient manquer de rejeter la conception aristotélicienne du commerce, qui au travers des écrits de St Thomas d'Aquin, tentait à faire du "kapelos" autant un marchand qu'un "escroc, un charlatan et un imposteur."

Nécessairement, en réfutant la théorie de l'échange-vol pour y substituer la théorie de l'échange avantage mutuel, les classiques plaçaient Aristote dans le lot des philosophes de l'obscurantisme et de l'anti-progrès.

Plutôt que de voir en Aristote un mauvais économiste, il semble qu'il faille voir en lui comme le font Polanyi et son école, un "témoin oculaire du développement du commerce marchand." Peut-être pour la première fois, un auteur portait une réflexion extrêmement féconde sur la nature du commerce, sur la richesse et sur les marchands dans une société où les rapports économiques étaient loin d'avoir cette autonomie qu'on leur connaît aujourd'hui.

Les distinctions qu'il opère notamment entre l'économique et la chrématistique (1), son attitude face au marchand ainsi que son approche à l'échange nous renvoient à des questions importantes concernant l'autonomie de l'économique. Sans qu'il faille nécessairement suivre Aristote, il n'en demeure pas que certaines idées extrêmement importantes ressortent tant dans l'Éthique à Nicomaque que dans la Politique, sur la nature des rapports économiques et sur leur saisie.

Par l'approche différente à l'économique chez Aristote ou chez un néoclassique, nous sommes nécessairement renvoyés à la nature de la société dans laquelle ces auteurs s'intègrent. Par la comparaison, nous sommes ains portés à poser trois questions importantes,

a. Quel est le rapport existant entre l'économie et la politique? Dans les deux approches, le côté gestion de l'économique (son aspect "formel") ressort clairement pourtant chez l'un nous sommes renvoyés au déterminisme du politique sur l'économique, chez l'autre à l'inverse.

b. Quel est le champ de l'économique? Se ramène-t-il à la sphère des échanges marchands? Se définit-il par les relations qui nous ramènent à l'activité sociale, ou bien par les biens qui circulent qui eux, nous ramènent aux individus?

c. Comment se situe l'intérêt du marchand (le *kapelos* pour Aristote, la capitaliste pour nous) par rapport à l'intérêt social? Y a-t-il exclusion ou osmose entre les deux?

Voilà des questions qui seront à l'arrière plan de la présentation que nous voudrions faire maintenant, de l'économie chez Aristote.

I.B Distinguant entre la politique qui concerne l'administration de la cité et l'économique qui elle, concerne l'administration de la maison, Aristote pose dès le départ, les questions économiques sur un plan social. D'une part, il renvoie à l'organisation sociale (administration), d'autre part, par la distinction de niveau qu'il fait, il considère l'existence de rapports sociaux particuliers au sein de la société. La détermination sociale sur les rapports économiques est ainsi posée explicitement dans les définitions qu'il donne du politique et de l'économique.

*"L'Economique et la Politique diffèrent non seulement dans la mesure où diffèrent elles-mêmes une société domestique et une cité (car ce sont là les objets respectifs de ces disciplines), mais encore en ce que la Politique est l'art du gouvernement de plusieurs, et l'Economique celui de l'administration d'un seul". Les Economiques.*

Penser qu'Aristote ne pose la question de la détermination sociale de l'économique uniquement parce que les rapports marchands étaient peu développés serait une erreur à notre avis. Au contraire même. Il était tellement conscient de ce que pouvait signifier le développement du commerce pour des sociétés de type "holiste" comme la Grèce, qu'il tendra à considérer celui-ci comme un "mode anti-naturel de la richesse"; et, par voie de conséquence, il sortira l'échange de l'économique.

Autant peut-être chez les néoclassiques tendra-t-on à réduire l'économique à l'échange marchand, autant celui-ci en sera-t-il exclu chez Aristote. Pour les premiers

c'est le déterminisme économique qui amène à une telle réduction; pour le second, c'est le déterminisme du politique qui justifiera l'exclusion. Malgré tout en distinguant le politique de l'économique, Aristote vise juste en posant et, le particularisme, des relations économiques parmi les relations sociales. et au delà de ce particularisme leur nature sociale elle-même. L'économique renvoie à la manière sociale de se procurer et de répartir les biens nécessaires à la subsistance. Considérant que la manière sociale varie selon les types de société (pour lui, selon les régimes alimentaires) et que les biens nécessaires se définissent d'après les critères sociaux qui "rendent les hommes heureux", on peut aisément retrouver chez Aristote, l'esquisse du concept de mode de production que définira de manière beaucoup plus précise Marx.

Enfin, de manière plus spécifique en assimilant l'économique à l'administration domestique, Aristote consacre l'importance qu'avaient les rapports de redistribution dans l'ensemble des rapports économiques. S'il s'agit évidemment d'une spécificité des sociétés antiques, il n'en demeure pas moins vrai que ces rapports existent encore dans le capitalisme, quoique nous ayons trop souvent tendance à les oublier ou à les laisser de côté dans les débats, notamment sur le rôle de l'Etat et du marché.

I.C Voyons maintenant la distinction qu'Aristote fait entre l'économique et la chrématistique qu'on peut assimiler au commerce comme tel.

Si on le suit, l'échange n'est pas le commerce. L'échange comme moyen "d'acquisition naturelle des richesses fait partie de l'économique" (administration domestique). "Par nature", l'échange ne "fait partie de la chrématistique" et "l'économique ne se confond manifestement pas avec la chrématistique." A première vue, on aurait immédiatement tendance à donner raison à Schumpeter; Aristote ne semble guère avoir compris ce qu'était l'échange. Mais essayons d'aller plus loin que cette confusion.

Pourquoi l'échange fait partie de l'économie et non de la chrématistique?

Reprenons les arguments d'Aristote.

Lorsqu'il parle de l'échange, il le situe dans le prolongement de la famille. Il apparaît à partir du moment où la famille s'étend, c'est-à-dire à partir du moment où "la dispersion fait naître des besoins réciproques en grand nombre." l'échange se justifie alors socialement en sous-tendant implicitement une certaine division sociale du travail. Chaque famille trouve alors dans l'"échange" un avantage mutuel, ce qu'il appelle, une "aide réciproque". Mais alors s'agit-il réellement de ce qu'on appelle habituellement des rapports d'échange. Non. Ce qu'Aristote appelle échange n'est rien d'autre que des rapports de réciprocité, c'est-à-dire d'un autre type de rapports économiques. (2)

Deux éléments viennent confirmer cette assertion. Tout d'abord dans l'échange Aristote distingue la relation elle-même, de l'objet de l'échange et de la monnaie. Pour lui, l'objet de l'échange ne nous dit rien sur la nature des relations économiques; il peut autant provenir de la guerre que de l'échange. Dans le premier cas nous sommes renvoyés au politique, dans le second à l'économique. Dans l'échange, la relation, le rapport pour nous prime sur l'objet qui a son tour prime sur la monnaie. Servant autant "à rendre comparable entre eux tous les objets qui donnent lieu à l'échange" qu'à permettre l'acquisition des biens, la monnaie n'est guère qu'une convention sociale. La véritable richesse n'est pas d'accumuler des biens ou de la monnaie mais de "vivre heureux", ce qui nous ramène à la question de la détermination sociale.

Le second élément, c'est cette citation d'Aristote,

*"En matière d'échange, ce qui commande tout c'est en effet cette sorte de justice que nous appelons réciprocité, à la condition d'y voir un retour par équivalence et non par égalité brutale" Ethique à Nicomaque.*

C'est du célèbre "juste prix" qu'il s'agit. Celui-ci se définit non comme un terme contractuel, comme un chiffre mais comme ce que Polanyi appelle "une réponse adéquate."

L'accent mis sur la relation elle-même et sur "le retour par équivalence" nous laisse envisager le fait que ce qu'Aristote appelait échange n'était que réciprocité. Ce point n'est pas sans importance, puisque par la perpétuation de la confusion entre l'échange et la réciprocité, les classiques pourront aisément reprendre la notion bien connue à l'époque, du juste prix et pouvoir justifier le capitalisme par l'échange marchand. Non seulement chacun y trouverait son compte (la théorie des avantages comparatifs) mais encore, la fixation libre des prix garantirait l'obtention d'un prix juste et équitable pour les partenaires.

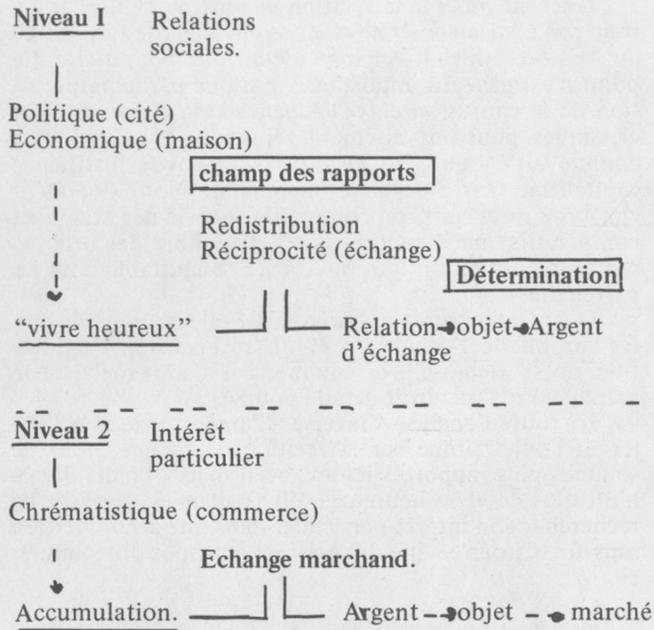
Quant à la chrématistique, c'est elle qui englobe notre notion de l'échange. "Mode anti-naturel d'acquisition de la richesse", le commerce est anti-social et le marchand n'a pas droit de cité pour Aristote.

Ici toute l'analyse s'inverse. L'argent prime sur l'objet et l'objet prime sur la relation d'échange; nous ne sommes plus rapportés ici au social mais à l'individu; ce n'est plus de vivre heureux qu'il s'agit mais de vivre, de rechercher son intérêt particulier dans une accumulation sans fin. Citons ce que dit Aristote à propos du commerce,

*"L'argent est son unique affaire, car l'argent est le moyen et le terme de l'échange. Et, la conséquence manifeste c'est qu'il n'y a pas de limite à la fortune acquise par cette voie..."* Politique.

*"Ces gens là (kapelos) font argent de tout, parce que l'argent pour eux est la fin et que tout s'oriente à la fin."* Politique.

On comprend dès lors le mépris d'Aristote pour le marchand puisque le commerce se situe à un autre niveau d'analyse que l'économique, l'un étant exclusif de l'autre. Si le commerce vient à se développer, ce ne peut être qu'au détriment de l'économique; pour Aristote, cela signifie la détermination du niveau 2 du schéma ci-dessous, sur le niveau 1 et donc, l'établissement d'un nouvel ordre social. C'est du moins dans ce sens que l'on peut le comprendre lorsqu'il oppose l'acquisition naturelle des richesses à la chrématistique.



## II - DE L'ECONOMIE POLITIQUE A L'ECONOMIQUE

### II.A LES CLASSIQUES ET L'ECONOMIE POLITIQUE.

A.1 Le développement du capitalisme à partir du XVIème siècle allait progressivement amener de profonds changements dans la réflexion sur l'économique. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'ancienne approche aristotélicienne reprise par St-Thomas d'Aquin, était loin de correspondre à cette nouvelle réalité sociale. Le rôle de plus en plus déterminant de la bourgeoisie, l'extension rapide de l'échange marchand, l'énorme accumu-

lation de richesse, son étalement par les parvenus, tout cela n'entraîne guère dans les cadres de la pensée féodale. Déjà les mercantilistes avaient pu répandre non seulement l'idée que la richesse d'une nation se mesurait en termes d'or ou d'argent comme celle d'un marchand, mais encore que la liberté économique était une condition sine qua non à tout enrichissement. Avec les physiocrates, l'idée de la mesure va prendre encore plus d'importance au travers de la présentation de leur circuit économique. Par eux, nous commencerons à avoir une vision comptable des rapports économiques (d'échange en fait) en les présentant en termes de circuits donc, de flux et de comptes dont nous pourrons tirer des soldes. De plus en plus, la richesse sociale tend à être associée à celle du marchand, du bourgeois qui tend ainsi à s'imposer. A l'approche humaniste de l'économie, allait succéder une approche de boutiquier.

Les auteurs classiques anglais prennent sans doute une signification actuelle beaucoup plus grande dans la mesure ou par leur réflexion sur cette nouvelle réalité qu'était l'accumulation de richesse, ils allaient contribuer à définir le champ de ce qui constitue aujourd'hui la science économique. C'est de cette interrogation sur la nature des relations marchandes sous-jacentes pour eux à la richesse, qu'allait se préciser progressivement tout un champ social particulier, autonome et obéissant à ses lois propres.

A.2 Une erreur souvent commise dans l'approche des auteurs classiques, c'est de les considérer par rapport à ce que représente actuellement l'économie. Les préoccupations des Ricardo, Locke, Smith ou autres n'étaient absolument pas les mêmes que ce qu'elles peuvent être pour un néoclassique. D'ailleurs Schumpeter a fondamentalement raison lorsqu'il écrit que c'est tout aussi absurde de parler de la physique d'Einstein comme étant néo-newtonienne que de qualifier par exemple Samuelson, de néo-classique. (3) C'est volontairement, qu'à plusieurs reprises, nous avons utilisé l'expression de "réflexions sur les questions économiques," puisque c'est bien de cela qu'il s'agit. Pour les classiques il n'y a pas de pensée économique comme telle; du moins, pas dans sa spécificité scientifique. Il y a avant tout une réflexion

sur la nature des rapports sociaux, une réflexion sur cette nouvelle réalité sociale qu'est le capitalisme. Tout est prétexte à interrogations; nous avons affaire à des philosophes pris au sens large du terme et non à des économistes. Leur réflexion sur l'économique se dissout dans une réflexion sur la société. Il ne faudra donc pas s'étonner de voir surtout ressortir le côté justificateur de leurs écrits.

A la base de leur réflexion, il y a une conviction profonde et sans doute sincère, du caractère extrêmement progressiste de la société capitaliste. Pour eux parler de morale (n'oublions pas que Smith était professeur de morale à Glasgow), ou parler d'économique revenait à parler du progrès de l'humanité, de liberté. C'était pour eux rechercher les fondements logiques, on dirait idéologiques d'une nouvelle société. Jamais, on ne pourra comprendre Smith si on n'a pas pu faire le lien entre lui et Bacon, Locke ou Mandeville. Les titres des oeuvres sont déjà tout un programme; prenons celle de Smith sur l'économique, "An enquiry into the nature and causes of the Wealth of Nations." Le mot économique n'est même pas mentionné! Il faudra d'ailleurs attendre pratiquement le "dernier des classiques" que fut Stuart Mill pour avoir une définition de ce que ces auteurs pouvaient entendre par Economie Politique.

Citons ce dernier,

(L'économie politique portera) *"sur la nature de la Richesse et les lois de sa production et de sa répartition, incluant tout, ce qui de près ou de loin, affecte la prospérité ou l'adversité de l'humanité"*.

Autrement dit, si le coeur de la réflexion économique est bien la richesse, le champ est suffisamment vaste pour qu'on y inclue à la limite, le produit de la guerre ou de la piraterie. Mais, il ne faudrait pas d'en étonner outre mesure puisque leur approche à l'économique, s'inscrit dans le sens "substantif" de Polanyi. (4) La Richesse est à la source même de la civilisation; voilà ce qui différencie l'anglais civilisé du sauvage "fainéant." L'accumulation des richesses source de progrès, de l'art et de l'épanouissement humain. Enrichissez-vous dira

Mandeville, c'est du vice que naît la vertu, ce qui pour Smith deviendra,

*"Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de leur souci de leur intérêt propre."*

Tel est donc le premier aspect de l'approche classique à l'économique, une réflexion. Toutefois, il y en a un second qui en soi, justifiera la prétention scientifique que nous verrons ci-après. La réflexion devait déboucher sur une implication politique; elle était prétexte à apporter des conseils auprès des dirigeants. Les Principes de Ricardo portaient d'ailleurs sur l'économie politique et sur l'impôt. D'une réflexion biaisée sur l'accumulation des richesses, devaient sortir des principes généraux permettant d'éclairer les dirigeants. L'exemple de Ricardo s'appuyant sur sa théorie des avantages comparatifs pour faire passer les "Corn Laws" est tristement célèbre; il en allait de même d'un Locke qui faisait des études économiques pour le compte de son employeur. (5)

Ces points concernant l'économie politique étant précisés voyons maintenant dans quelle mesure, le discours classique contribuera à définir le champ de l'économie comme science.

A.3 On a souvent reproché aux classiques la transposition dans leur discours économique, des principes et des méthodes avancées dans d'autres domaines. La référence à la physique newtonienne est certainement l'exemple le plus connu, mais il n'est pas le seul. Les apports sont nombreux et ceci n'est pas sans nous donner, une unité dans le discours de cette époque. Inutile de les multiplier; ce qui nous importe c'est d'en avoir la signification particulière dans l'élaboration d'un champ économique.

Partons d'un paradoxe à savoir, que l'unité idéologique présuppose l'autonomisation des champs du discours, la compartimentation scientifique. Dans notre discours cartésien, il faut pour que les idées s'érigent en

principes, qu'elles aient été démontrées. Ce n'est que dans la mesure où une idée semble être démontrée, qu'elle devient alors évidente, elle deviendra un principe à partir duquel pourra s'élaborer une nouvelle réflexion. Prenons des exemples qui nous montreront immédiatement comment Smith a pu forger certains éléments dans sa "Richesses des Nations". Ainsi l'idée de continuité historique et donc de progrès qui en découle, vient des "savantes" démonstrations de Bacon pour rejeter l'ancienne conception circulaire de l'histoire. Nous avons déjà mentionné Mandeville. Grâce à lui, la morale va sortir du discours économique. On ne pourra plus condamner le marchand dans la mesure où les relations économiques sont a-morales. Prenons Locke et son discours sur la liberté, en tant que principe de fonctionnement social. On peut multiplier les exemples mais il semble bien au premier abord, que la conception du monde chez les classiques ne semble guère originale; disons plutôt qu'elle s'intègre dans le courant de pensée de l'époque, c'est à dire un courant centré sur l'homme. (6)

Mais pour qu'une idée devienne principe, c'est-à-dire une évidence dans le langage quotidien, un postulat dans le langage scientifique, il faut qu'elle ne puisse faire l'objet d'une remise en cause; il faut qu'elle semble avoir été démontrée dans un autre champ que dans celui où elle a été introduite. Jamais l'idée de la liberté du commerce n'aurait pu avoir une quelconque consonnance scientifique n'eut été le fait que celle-ci pouvait se dissoudre dans un principe plus général, à savoir celui de la liberté. Dans le discours de Smith, la liberté économique renvoie à l'échange comme la liberté à la civilisation, et par la dissolution des principes, l'échange devient alors associé à la civilisation. Le mythe du bon sauvage, fainéant et se dorant au soleil est un mythe omniprésent dans le discours classique. Entre celui-ci et l'anglais du XVII<sup>ème</sup> siècle, il y a une différence; l'un est civilisé, l'autre pas. Et la principale conclusion d'un Smith ou d'un Malthus, sera justement cette association entre l'échange et la civilisation. La civilisation passe par l'accumulation de richesses. Seulement pour en arriver là, il faut présupposer

une propre logique au discours économique; en fait, l'élaboration d'un champ spécifique obéissant à des règles propres.

Sur la base de quelques principes, l'Economie Politique va non seulement s'abstraire de cette réalité sociale qu'était la question de la richesse, mais encore s'autonomiser, rompre cette détermination sociale de manière à fonder logiquement la nature des relations économiques. Petit à petit, la question de la richesse va se trouver cantonnée à la sphère des échanges et plus précisément seule sa circulation sera pertinente. En effet, en s'interrogeant sur la question de sa création, de son origine, les classiques aboutiront avec la théorie de la valeur-travail à un cul-de-sal méthodologique, étant continuellement renvoyés à la réalité sociale de la richesse et par là à la lutte des classes. (7) Par contre, en se cantonnant dans la sphère de l'échange non seulement rejoignait-on la préoccupation première à savoir justifier la liberté du commerce, mais encore pouvait-on de la sorte resituer la nature sociale des rapports d'échange. L'échange est équitable pour tous; chacun reçoit la juste part de son apport. Le riche est riche parce qu'il a beaucoup travaillé et pratiqué beaucoup l'abstinence; quant au pauvre s'il l'est, c'est qu'il est fainéant et qu'il préfère le présent au futur. Seulement, ceci doit être fondé. La portée sociale de l'échange doit ressortir au-delà de l'individu dont nous sommes partis. et ce alors même que l'autonomisation du champ implique le rejet de la détermination sociale. La logique, on la trouvera dans le déterminisme naturaliste. Si c'est l'homme qui crée les richesses dans son intérêt propre, c'est la providence qui veille à sa bonne répartition. Dieu est bon pour les siens. (8)

La liberté économique se justifiant par l'échange, elle viendra renforcer en retour, le principe de la liberté. Pour le politicien, il ne sera plus nécessaire de justifier l'existence de la liberté, il suffira de renvoyer aux conclusions de l'"économiste." Quant à lui puisque civilisation s'équivaut à accumulation de richesses, il n'aura qu'à renvoyer l'incroyant à la masse des biens créés pour étayer ses dires.

## II.B LA "REVOLUTION MARGINALISTE" ET L'ECONOMIQUE.

B.I Assurément les nombreuses ambiguïtés sur lesquelles nous reviendrons brièvement allaient amener l'Économie Politique classique à un véritable cul-de-sac. Comme Marx le montrera aisément, il était difficile de tenir un discours sur la nature des relations économiques en rejetant toute détermination sociale. Exclure le marchand, plus précisément le capitaliste de ces relations alors même qu'il en était la raison d'être, c'était nécessairement aboutir à des analyses soit entièrement apologétiques soit entièrement mécanicistes, d'autant plus ridicules que se diffusait rapidement la pensée marxiste. D'un niveau plus pratique, l'établissement du capitalisme à l'occident et la multiplication des crises qu'il entraînait, impliquait une analyse économique davantage centrée sur la résolution de celles-ci, que sur les bienfaits d'un système dont l'extension semblait sans limites. (9)

L'apparition de la sociologie avec A. Comte, allait faciliter le déplacement de la réflexion économique vers l'étude du comportement économique dans le cadre d'un champ bien déterminé. De plus en plus, le mot économique nous renverra à son contenu "formel", tel qu'on le connaît aujourd'hui. De l'héritage des classiques on ne gardera que les conclusions et les grands principes auxquels ils sont arrivés. En fait, on prendra pour acquis la nature du champ économique à laquelle avait pu aboutir l'économie politique; seulement, c'est dans le cadre de ce champ que se portera alors l'analyse dont la prétention scientifique et pratique s'affirmera explicitement. De philosophe qu'il était, l'économiste devenait un professionnel, un spécialiste compétent. Ainsi, la concurrence allait être posée comme un état normal de l'économie tant par Walras que par Jevons, Menger ou Marshall; l'équilibre de l'offre et de la demande obéissait pour tous à une loi dont l'existence n'avait plus à être prouvée. (10)

Le déterminisme économique ne sera plus l'aboutissement logique d'une réflexion particulière sur l'économie, il sera posé au départ. C'est à partir de celui-ci que s'élaborera le nouveau débat.

B.2 Revenons à certaines ambiguïtés des classiques. Ceci éclairera davantage l'approche marginaliste. Nous en avons retenu deux.

Première ambiguïté, le rapport homme-société. Si dans tout le discours classique, le point de départ c'est l'homme, l'acheteur ou le vendeur dans l'échange, celui-ci disparaît dans le déterminisme de la "main invisible." L'homme de la pensée classique est un homme passif, qui subit fatalement les lois de la nature qui président sa destinée. En fait, ceci s'explique par la permanence d'une pensée encore centrée sur le social plutôt que sur l'individuel. Ce n'est que par le naturalisme qu'on allait pouvoir combiner les deux types de pensée, c'est-à-dire prôner l'individualisme tout en récusant l'anarchie, et prôner l'ordre social sans tomber dans le socialisme. De ces subtilités classiques, les marginalistes ne garderont rien puisque là n'est pas leur préoccupation. L'ordre et les lois qui en découlent étant posées, seul le comportement individuel de ce que l'on appellera les agents, sera étudié. Nous aurons des consommateurs et des producteurs cherchant à obtenir le plus possible, à faire mieux que les autres, mieux que la moyenne. Une démarche centrée sur le comportement individuel ne pourra déboucher que sur le calcul à la marge, alors que chez les classiques la démarche étant centrée sur le social, c'est sur un calcul en termes de moyennes que nous débouchions. (11)

Autant l'individu des classiques sera passif, autant celui des marginalistes sera actif. Toutefois, alors que les premiers seront incapables de redescendre du social à l'individuel une fois posé le déterminisme du marché, jamais les seconds ne pourront passer de l'individuel au social; l'univers de Robinson Crusoé est un univers sans échange. (12)

Une deuxième ambiguïté, tient à la portée elle-même de la réflexion économique; portée directement sociale. Le discours classique voyait sa prétention scientifique sérieusement réduite dans la mesure où il avait à se situer socialement. Que ce fut pour justifier ou pour apporter des conseils d'ordre politique, l'Economie

Politique était comme son nom l'indique, orientée sur l'implication sociale. Dans le discours, l'aspect théorique tendait à se confondre avec son aspect pratique.

Ce côté un peu flou de l'analyse, on le retrouvera encore aujourd'hui dans les concepts qui sont utilisés. Les mots utilisés en économie ont pratiquement tous une signification scientifique différente de leur signification quotidienne. (ex; productivité, concurrence, marché etc.). Et pourtant, l'une renvoie à l'autre. Dans la pratique quotidienne on peut parler de la productivité en s'appuyant sur son sens scientifique et dans la pratique scientifique, on peut toujours renvoyer son sens courant. Tout le monde semble ainsi comprendre de quoi il s'agit, sans qu'on s'interroge sur la nature sociale du problème économique.

Pour les marginalistes, l'approche politique s'avère difficile voire impossible. La dichotomie deviendra totale entre la théorie et la pratique lorsque s'établira la distinction entre la micro et la macro économie. Poser la normalité et le déterminisme comme point de départ à l'étude des comportements économiques, c'était s'enfoncer nécessairement dans le positivisme qui finira par déboucher dans le technocratisme qu'on connaît aujourd'hui. L'apport marginaliste ne peut qu'être sans consistance dès lors qu'on touche à la politique économique puisque le champ de l'économique se trouve restreint à un contenu purement "formel." Outre que de parler des conditions de stabilité d'une croissance équilibrée, la théorie n'a guère à dire sur une question comme celle de la croissance. Il ne s'agit que d'un exemple. Mais de manière générale, la pratique laissée pour compte de l'analyse, tombe inéluctablement dans l'empirisme. Positivisme de la théorie, empirisme de la pratique, tel peut apparaître le prix à payer pour l'existence de l'économie comme science.

B.3 Nous étant déjà bien avancés dans l'approche marginaliste (néoclassique), nous voudrions préciser certains points concernant la définition de son domaine à savoir, l'Economique. Pour ce, partons de Samuelson,

*“L’Economie recherche comment les hommes et la société **décident** en faisant ou non usage de la monnaie, d’affecter des ressources productives **rare**s à la production à travers le temps de marchandises et services variés et de répartir ceux-ci, des fins de consommation présente et future, entre les différents individus et collectivités constituant la société.”*

Il apparaît clairement que l’approche est ici purement “formelle” au sens où nous sommes renvoyés au côté “administration”, gestion pour faire plus actuel, déjà soulevé à propos d’Aristote. La référence à des critères logiques est ici manifestement posée; c’est en fonction de ceux-ci que se définira la manière selon laquelle sera organisée et répartie la production. Placée dans le cadre social auxquels renvoient les critères, l’approche ne s’oppose pas à l’approche substantive; au contraire elle tendrait à la préciser. Saisir la manière de produire d’une société est d’une importance considérable à la saisie puisque ce faisant, nous sommes renvoyés à son fonctionnement. Seulement, l’autonomie de l’économie et le déterminisme de ses lois ayant été posés préalablement, de complémentaire qu’elle était, la définition devient antagonique à toute approche substantive, même classique. Se dissolvant dans une théorie des choix pour reprendre Godelier (13), l’approche marginaliste tombe dans l’universalisme tout comme l’approche classique était tombée dans le déterminisme. Les problèmes économiques étant posés en termes universels, l’objectivité et la neutralité scientifiques pourront de la sorte se définir pas la nature des réponses apportées à ces problèmes.

C’est ici que comme le note Althusser, l’interrogation sur les prémisses de la science devient plus importante que les solutions qu’elle apporte. Poser l’efficacité de l’organisation de la production, c’est avant tout poser la question de la manière de produire dans le cadre d’une société particulière. C’est être renvoyé au concept de mode de production, c’est-à-dire que cela revient à poser la question de la neutralité technique, dans un cadre social donné. Poser le principe de la maximisation comme principe de comportement individuel, c’est poser la contrainte sociale du capitalisme comme sous-jacente à ce comportement individuel. Faire mieux que les autres, voilà la raison d’être du capitaliste.

Ceci nous amène à un second point, à savoir le comportement individuel comme coeur de l'analyse. La gestion renvoie à l'entreprise, tout comme l'"Administration" renvoyait chez Aristote, à la maison. Les choix individuels s'opèrent dans le cadres des données que sont les prix, les ressources disponibles, la taille des marchés, etc. L'univers marginaliste se situe nécessairement dans un temps instantané. Les données relèvent du passé mais les choix du futur et pourtant, c'est au présent que se fixent les prix sur les marchés. La dichotomie valeur-prix des classiques n'existant plus, la temporalité va prendre pour les marginalistes une signification considérable. Dans le développement historique d'une société, on devra opérer une coupe transversale, poser l'instantané pour que l'efficacité des choix puisse être réalisée. L'allocation optimale des ressources présuppose une rupture dans le temps pour que celle-ci puisse s'opérer. C'est nécessairement au niveaux individuel qu'on se place, là où le choix est réalité : au niveau social, on est dans l'imaginaire; les ressources rares ne pouvant être données, celles-ci devant être définies.

Ayant refoulé hors du champ d'analyse, la question de l'origine des ressources et par là-même, la signification de leur rareté, l'approche marginaliste s'avèrera incapable de dépasser le strict niveau individuel. Passer au social pris comme sommation des comportements individuels, revient à poser la question de l'origine des ressources rares, c'est-à-dire à remettre en cause ce qui avait été pris comme donnée pour opérer des choix. Un exemple célèbre de ce problème nous est fourni par l'énorme littérature qui a accompagné le débat entre l'école de Cambridge et l'école marginaliste à propos de la mesure du capital dans la fonction de production. Si pour une entreprise, la connaissance des prix permet d'établir la valeur de cette ressource que représente pour elle ses équipements, la détermination des prix sur le marché à partir des comportements individuels, implique chez les marginalistes que l'équipement comme toute autre ressource soit pris au sens physique. Les rapports économiques devant aboutir à la formation des prix, ne deviennent plus que des rapports entre les individus mais des rapports entre les choses, entre des quantités de biens physiques et ce, quel'qu'ils soient.

Si pour les classiques, le rejet de la détermination sociale les avaient amenés à poser le déterminisme naturel dans les relations économiques entre les hommes, l'analyse des comportements dans le cadre de ce déterminisme, amènera les marginalistes à définir ces relations comme des rapports physiques entre objets. Et l'homme dans tout cela? Dans la théorie marginaliste de l'Équilibre général, l'homme actif marginaliste a encore moins de poids dans le déterminisme économique, que l'homme passif classique. Il ne sert que de support et de raison d'être aux "choses", aux "biens" qui font l'objet des rapports économiques.

Arrivant au terme de ces deux parties concernant la définition de l'économie, force nous est d'admettre que l'autonomie de l'économie, sa constitution comme science, n'a pu être obtenue que par le rejet hors de son domaine, de toute contingence sociale, de tout déterminisme social. Rompant avec l'approche aristotélicienne, les classiques allaient saisir les rapports économiques dans leur réalité la plus immédiate soit celle de la circulation des richesses prise dans son autonomie apparente. Du caractère social de ces rapports, il ne restera progressivement plus que l'acceptation et la justification d'un système dont les conditions mêmes de son existence, ne s'avèrent guère différentes de celles observées dans tous les systèmes naturels. Au déterminisme des classiques, les marginalistes viendront apporter l'universalisme des lois, rejetant de la sorte le caractère historique que pose (ou pouvait poser) la saisie des rapports économiques. L'universalisme ainsi posé, le seul comportement rationnel possible devient alors celui de la maximisation et les seuls critères de choix efficaces, ceux posés une telle rationalité.

Comme on le voit aisément, l'interrogation sur la définition de l'économie est indissociable de l'autonomisation de son champ puisque c'est par rapport à celle-ci qu'elle se trouve posée. Seulement, posée à ce seul ni-

veau l'interrogation risque de nous amener dans le piège que pose la simple question de définition du domaine d'étude. Le cours d'économie s'appellera-t-il "éléments d'Economie Politique" ou "éléments d'Economie"? Voilà le genre de questions auxquelles on risque d'aboutir dès lors que l'interrogation n'allant pas plus loin que le domaine d'étude, elle ne pose pas la nature même des rapports économiques. Tel sera donc maintenant, l'objet de la seconde partie ; ce qui nous amène à repartir de la démarche des classiques.

### III - MARX ET LA CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE

#### III.A L'ECONOMIE POLITIQUE ET SON DEVELOPPEMENT.

L'économie politique naît au moment de la dissolution des rapports sociaux du mode de production féodal (MPF) à la fois comme **réflexion** sur cette dissolution et comme **arme** pour la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse.

Dans la société féodale, le caractère spécifique de l'appropriation par les classes supérieures du sur-produit social, c'est-à-dire tout ce qui n'est pas nécessaire à la subsistance des producteurs, rendait les rapports sociaux transparents et donnait au travail individuel du serf un caractère immédiatement social. Avec le dépérissement des liens de dépendance suzerain/serf dans le MPF lié à l'extension progressive de la production marchande, qui en se généralisant devient capitaliste, cela n'est plus vrai.

Aussi l'économie politique apparaît-elle pour analyser les rapports sociaux, devenus voilés dans le capitalisme, comme réflexion sur la société de la libre concurrence où domine la propriété privée et dans laquelle les relations entre individus se résument à l'échange. En effet, dans la société de la production généralisée de marchandises, les rapports sociaux prennent la forme de rapports entre les "choses" dont les individus ne sont que les supports. En définitive, l'économie politique apparaît et se développe avec l'extension de la production de marchandises, comme analyse de cette production dont la réflexion centrale se situe au niveau de la formation de la richesse, de la valeur.

Selon Marx, l'histoire de l'économie politique, de sa naissance à son apogée, peut se résumer à la découverte progressive du travail humain comme source de la richesse et comme explication de la création de la marchandise, ce produit du travail privé effectué en vue d'être vendu sur un marché.

*"Adam Smith a réalisé un énorme progrès en jetant au panier tout caractère déterminé de l'activité créatrice de richesse - travail tout court, qui n'est ni le travail manufacturier, ni le travail commercial, ni le travail agricole, mais aussi bien l'un que l'autre." (14)*

Avec Adam Smith puis D. Ricardo, l'économie politique part de l'analyse de la marchandise et réduit sa valeur au travail dépensé pour la produire. Ricardo, reprenant les résultats d'Adam Smith, écrit dans son ouvrage **Des principes de l'économie politique** (1817) :

*"La valeur d'une marchandise, ou la quantité de tout autre marchandise contre laquelle elle pourra être échangée, dépend de la quantité relative de travail qui est nécessaire à sa production, et non pas de la rétribution plus ou moins payée pour ce travail." (15)*

Il est intéressant de noter que si l'économie politique classique était capable de voir les connexions internes des nouveaux rapports sociaux bourgeois, elle est totalement incapable d'en expliquer l'origine. Par exemple, ayant découvert le contenu de la valeur, bien que

gardant de fortes inquiétudes quant à la relation entre prix et valeur, Ricardo ne se pose jamais la question à savoir pourquoi ce contenu prend la forme de marchandise. (Ricardo s'est rapidement rendu compte que les prix des marchandises n'étaient qu'**approximativement** équivalents à la quantité de travail nécessaire pour les produire). De même, la production de marchandises est toujours considérée par les classiques comme la forme éternelle et naturelle de la production de toute société. Comme l'écrit dans un article, le marxiste italien Ricci :

*"Les abstractions de l'économie politique se révèlent toujours remplies d'un contenu spécifique à la production bourgeoise, prises en tant qu'exemples concrets de la production en général." (16)*

En d'autres termes, partant des formes de la production bourgeoise comme pré-supposées, la méthode de l'économie politique ne peut expliquer la naissance de ces formes, mais ouvre la voie à la compréhension du procès de formation des rapports de production capitalistes.

*"L'économie politique part de fait de la propriété privée. Elle ne vous l'explique pas. Elle exprime le processus matériel que décrit en réalité la propriété privée, en formules générales et abstraites, qui ont ensuite pour elle valeur de lois. Elle ne saisit pas ces lois, c'est à dire qu'elle ne montre pas comment elles résultent de l'essence de la propriété privée." (17)*

Pour ce qui est de l'autre aspect, c'est-à-dire comme moyen de lutte, historiquement l'économie politique apparaît comme partie intégrante de la "nouvelle science de la société civile" (K. Korsh) que la bourgeoisie a créée au cours de sa lutte contre l'aristocratie. Le rôle historique de l'économie politique était de fournir une représentation de la pratique de la bourgeoisie, justifiant les bases du nouveau mode de production tout en masquant son caractère historique. C'est dans ce cadre qu'on doit comprendre le lien très étroit qui existait entre l'économie politique et la philosophie, les premiers économistes étant à la fois des philosophes forgeant la nouvelle conscience bourgeoise en développant une mo-

rale, une justice, une logique propre à leur conscience. Cette caractéristique reste vraie jusqu'à Smith qui fit de l'économie politique une grande totalité (son étude continue d'englober l'ensemble des conditions sociales du nouvel ordre bourgeois) et ce, malgré sa volonté de la séparer de la "théorie des sentiments moraux." C'est seulement avec Ricardo qu'on verra une certaine formalisation et autonomisation de l'économie politique; ce dernier ramenant l'ensemble des lois économiques à un principe unique : la définition de la valeur au moyen du temps de travail. Cette formalisation de s'effectuera malheureusement pas sans un certain rétrécissement du champ théorique qui ouvrira la voie à la perte de la totalité sociale qui est le propre de l'économie politique bourgeoise depuis 1830. Désormais, le développement historique réel de la société bourgeoise exclut tout progrès authentique de l'économie politique en tant que science sociale et en tant que réflexion visant à une plus grande compréhension du système capitaliste.

Le destin de la "pauvre" loi de la valeur-travail est de ce point de vue éloquent. Mis de l'avant par la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse, comme fondement à toute explication des problèmes économiques, la loi de la valeur-travail mettait en évidence le rôle parasitaire de la noblesse et du clergé. Ainsi, dans le débat entre Ricardo et Malthus, porte parole des classes sociales parasites, le rôle historiquement progressiste de la théorie de la valeur-travail se manifeste nettement. Mais, une fois au pouvoir, la bourgeoisie est davantage portée à défendre ses privilèges, aussi la loi de la valeur-travail devient trop dangereuse, puisqu'elle révèle (embryonnairement peut-être) l'origine des richesses des capitalistes.

*"Arme de la bourgeoisie naissante, la théorie de la valeur-travail se retourne contre la bourgeoisie et devient une arme des travailleurs." (18)*

### III.B LA CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE

Pour comprendre le sens de la critique, effectuée par Marx, de l'analyse économique des classiques, il faut se replacer dans l'ensemble du projet marxiste.

Le marxisme ne peut être considéré comme une science. Il n'est ni une philosophie, ni une histoire, ni une économie, ni même une combinaison de ces disciplines. En caractérisant la doctrine socialiste marxiste de "socialisme scientifique", les disciples de Marx ont voulu l'opposer aux constructions sociales des "utopistes", Saint-Simon, Fourier, Owen.

Il ne s'agit pas non plus pour le marxisme de mettre sur pied une nouvelle "économie", une nouvelle "philosophie", une nouvelle "histoire" pour remplacer les anciennes. Ce que propose Marx, c'est la "critique" de l'économie bourgeoise, c'est la "critique" de l'idéologie bourgeoise (philosophie histoire, etc). Ce n'est donc pas par hasard que Karl Marx a sous-titré le Capital : Critique de l'Economie politique, et que l'ouvrage préparatoire à ce livre s'intitule : "Traits fondamentaux d'une critique de l'économie politique". (19)

Renonçant à "pouchasser le fantôme décevant de l'objectivité" ( 20 ), Marx construit sa critique en adoptant un point de vue particulier, nouveau : **celui de la classe ouvrière**. En d'autres termes, la critique de l'économie politique que propose Marx, se placera du point de vue de la classe sociale qui, en théorie comme en pratique, dépasse cette économie. Cela explique la relation particulièrement étroite qui existe entre cette critique théorique et la lutte pratique que mène la classe ouvrière contre la bourgeoisie; cette critique n'est en définitive, que l'expression théorique de cette lutte.

Il est très important de voir ce qui distingue la critique de Marx de tout ce qu'on appelait "critique" dans l'économie classique bourgeoise. En effet, le développement de l'économie politique s'effectuait à travers la critique par la nouvelle génération de la phase précédente. Ainsi, les mercantilistes furent critiqués par les physiocrates, les physiocrates par A. Smith, Smith par D. Ricardo. Mais fondamentalement, dans toutes ces phases, l'objet historique et théorique de l'économie politique demeurait constamment le même : l'univers bourgeois. La critique de Marx rompant radicalement et définitivement avec cette limite, représente autre chose qu'un passage d'une phase à une autre dans le développement de l'économie politique. Elle représente véritablement un changement de l'objet de l'économie politique, c'est-à-dire de la classe qui est l'"objet" de son analyse.

Comme l'écrit Rosa Luxembourg :

*"Chez Marx, le renversement de l'économie politique en son contraire, l'analyse socialiste du capitalisme devient un fait accompli."* (20)

En d'autres termes, il ne s'agit plus d'essayer d'accroître notre compréhension du système capitaliste pour faciliter son développement, mais pour l'abattre.

Comment Marx en est-il venu à mettre en question l'objet même de l'économie politique?

Pour répondre à cela, il faut encore partir de l'ensemble du projet marxiste, plus particulièrement de la relation qui y existe entre critique de l'idéologie et critique de l'économie politique de la bourgeoisie.

Premièrement, il est évident que ces deux types de critique sont en fait indissociables. Elles forment un ensemble tout à fait indécomposable, dont il est impossible d'accepter un élément en excluant l'autre. On ne peut pas à la façon de Morishima et de bien d'autres, faire de l'"économie marxiste" et penser comprendre l'analyse économique de Marx, en refusant de prendre une position marxiste en ce qui concerne les questions politiques, juridiques et autres. L'inverse est aussi vrai.

Pourtant, ces deux aspects de la critique marxiste ont des significations différentes dans l'évolution intel-

lectuelle de Marx. D'ailleurs, historiquement, elles ne s'effectuèrent pas de façon simultanée, la critique de l'idéologie précédant la critique de l'économie politique.

Marx, on l'a dit, est parti dans sa critique de l'économie politique d'un point de vue révolutionnaire particulier : celui de classe ouvrière. Mais, pour en arriver là, il lui a fallu plusieurs années de réflexion, passant d'un point de vue révolutionnaire **en général** à un point de vue socialiste et ouvrier. C'est en effet à travers la critique de l'idéologie bourgeoise que Marx en est venu à une conception matérialiste de l'histoire. Et c'est ce principe général qu'il appliquera et ce, de la façon la plus conséquente au domaine qu'il considérait fondamental : celui de l'économie politique.

Marx est d'ailleurs très clair là-dessus quand il écrit, à propos de son cheminement intellectuel :

*"Mes recherches aboutiront à ce résultat que les rapports juridiques – ainsi que les formes de l'Etat – ne peuvent être compris ni par eux-mêmes ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain, mais qu'ils prennent au contraire leur racine dans les conditions d'existence matérielles dont Hegel, à l'exemple des Anglais et des Français du dix huitième siècle, comprend l'ensemble sous le nom de 'société civile' et que l'anatomie de la société civile doit être cherchée à son tour dans l'économie politique." (2)*

En définitive, toute critique de l'idéologie et des idées bourgeoises doit reposer en **dernière instance** sur la critique la plus "radicale" de toutes, celles qui est la plus fondamentale : celle de l'économie politique.

Maintenant que nous avons situé la critique de l'économie politique dans la totalité du marxisme, comme étant l'élément central, il s'agit de voir en quoi consiste cette critique.

Celle-ci, de par ce qu'est le marxisme et de par sa situation dans celui-ci, ne peut évidemment pas consister en une critique de résultats particuliers auxquels serait arrivé tel ou tel auteur d'économie bourgeoise. Fondamentalement, il s'agit d'une critique des propositions de base et de la démarche de l'économie bourgeoise, faite du point de vue de la classe ouvrière, pour démasquer les préjugés implicites qui y sont introduit. On peut les regrouper en deux catégories. La première se compose

d'abstractions des rapports de production bourgeois, présentés comme catégories éternelles de la production en général, sans tenir compte des spécificités de la production capitaliste. La deuxième inclut les insertions d'éléments déterminés (propriété privée, capital, profit,...) sans les expliquer mais en les présupposant.

Aussi Marx commença sa critique en mettant en évidence le caractère transitoire du mode de production capitaliste et l'aspect historique de ses lois de développement (accumulation et concentration du capital) et de ses catégories économiques (prix, salaire, profit,...). Cette critique que certains pourraient qualifier de "négative" comporte néanmoins une contrepartie "positive" dans les apports que Marx a fait à l'économie politique classique. Nous allons dans le cadre de cet article, nous contenter d'énumérer les trois éléments nouveaux qui constituent le parachèvement de l'économie politique et ouvrent la voie à son dépassement :

- 1) la théorie de la plus-value, qui permet d'expliquer la lutte des classes.
- 2) La théorie de la péréquation des taux de profit, de la formation des prix de production, qui permet de comprendre certaines lois tendanciennes de développement du capitalisme.
- 3) Une théorie de la reproduction du capital et l'esquisse d'une théorie des crises économiques.

D'autre part, partant de ce même principe de la spécification historique qui permit à Marx de critiquer l'objet de l'économie politique, il est important de noter que l'analyse économique marxiste (principalement, l'analyse de la valeur) ne peut s'appliquer qu'aux conditions de production de la société bourgeoise. Aussi, la critique de Marx met-elle en cause non seulement l'objet de la "science" économique, mais encore **l'économie politique elle-même comme objet**.

En effet, la révolution socialiste marque le début du dépérissement de l'économie politique en tant que domaine d'étude, dans la mesure où les catégories et les lois économiques sur lesquelles elle se construit, connaissent un processus de dépérissement dans la nouvelle société. A terme, une fois ce processus **achevé**, la pro-

duction marchande supprimée par la socialisation directe du travail, l'économie politique aussi bien que sa critique, n'aura plus d'existence comme discipline s'intéressant au **présent**, ne subsistant que comme instrument de connaissance du **passé**. Pour paraphraser E. Mandel, les économistes marxistes sont la première catégorie de "spécialistes" à travailler consciemment à la suppression de leur propre "spécialité". (22)

C. Deblock

**Pierre Paquette**

Notes :

- (1) Chrématistique. "Art d'acquérir" la richesse. Economique. "Administration de la maison"
- (2) On retrouve la conception actuelle de l'échange dont l'origine se trouverait non dans l'existence de surplus mais comme une nécessité posée par les rapports politiques tant au sein des communautés qu'entre les communautés. On renverra le lecteur à l'article de D. Boutaud sur la question de l'échange.
- (3) Pour bien marquer la rupture entre les deux approches en économie, nous utiliserons le qualificatif de marginaliste de préférence à celui de néoclassique.
- (4) Pour Polanyi, le mot Economique a un double sens. Tout d'abord, il y a le sens "substantif" qui "tire son origine de la dépendance de l'homme à la nature et à ses semblables pour assurer sa survie"... Ensuite, le sens "formel" qui dérive "du caractère logique de la relation entre fins et moyens." (Les Systèmes économiques. p.239) D'un point de vue scientifique, le premier sens nous renverrait au champ de l'économie et à la nature spécifique des relations économiques ; le second, nous renverrait aux lois économiques et au mode de fonctionnement dans ce champ.

- (5) Non seulement l'idéologie bourgeoise était-elle mal assurée à cette époque, mais également son pouvoir politique. Si au nom du principe de la liberté, on pouvait défendre la liberté économique, au nom de celle-ci on pouvait en retour justifier toute les mesures politiques nécessaires à la consolidation du pouvoir politique de la bourgeoisie industrielle.
- (6) Cf. L. Dumont, "Homo aqualis". Gallimard.
- (7) C'est chez Ricardo que cet aspect est le plus explicite. On retrouve aujourd'hui l'héritage ricardien dans la théorie de la répartition des revenus de l'école de Cambridge.
- (8) Conclusion logique laissons faire la providence. Les textes les plus étonnants sur cette question sont ceux de Bastiat. A partir de l'idée qu'il existe des lois dans la nature et que Dieu a créé des marchés en créant le monde, il démontre qu'en intervenant dans les lois de la nature l'homme créé son propre malheur. Pour lui, le protectionnisme et le communisme, c'est la même chose!
- (9) On pourrait dire qu'une existence ne se prouve pas, elle se vit.
- (10) Par la suite quand la pensée s'affinera, la concurrence sera prise comme un objectif souhaitable comme une utopie.
- (11) L'analyse de la valeur chez Marx, fourmille de calculs de moyennes.
- (12) Nous renvoyons au problème de l'agrégation et de la construction des courbes d'offre et de demande. Voir J. Fradin. "Les fondements logiques de la théorie néoclassique de l'Echange." Une manière de s'en sortir c'est de poser comme Samuelson ou Koopmans, qu'une société c'est un Robinson Crusoe. La société est alors une.
- (13) M. Godelier. "Rationalité et Irrationalité en Economie" p.234 et suivantes.
- (14) K. Marx, Introduction à la critique de l'économie politique, Editions sociales.
- (15) D. Ricardo, Des principes de l'économie politique et de l'impôt, Flammarion, p.25.

(16) A. G. Ricci, **Critique de l'économie politique**, No 9, Marx, critique de l'économie politique, Maspero.

(17) K. Marx, **Manuscrits de 1844**, Editions Sociales, p.149.

(18) Valier et Salama, **Introduction à l'économie politique**, éditions Maspero.

(19) Cet ouvrage est mieux connu sous le titre allemand : "Grundrisse".

(20) cité par K. Korsh, in **K. Marx**, Ed. Champs Libre.

(21) K. Marx, **Préface de la critique de l'Economie politique** (1859); p.4, Ed. Sociales.

(22) Voir, entre autre, le dernier chapitre du tome 4 du **Traité d'économie marxiste** de E. Mandel, ed. 10/18.

## Quelques ouvrages concernant l'Economie.

### Travaux d'anthropologues.

- K. Polanyi. "Les systèmes économiques dans l'histoire et la théorie". Larousse 1975.  
M. Godelier. "Rationalité et irrationalité en économie". Maspéro 1968.  
L. Dumont. "Homo Aequalis". Gallimard 1977.

### Ouvrages sur l'histoire de la pensée économique.

- H. Denis. "Histoire de la pensée économique" Thémis. Presses Universitaires de France.  
J.A. Schumpeter. "History of economic analysis", Oxford University Press. 1976. Reprint.  
M. Blaug. "Economic theory in Retrospect".

### Ouvrages sur l'économie comme science.

- T. Koopmans. "Trois essais sur l'état de la science économique contemporaine". Dunod 1970.  
L. Robbins. "Essai sur la nature de la signification de la Science Economique". 1947 . . . . .  
L. Althusser. "Lire le Capital" T1 et T2. Maspéro 1968.  
M.H. Dowidar. "L'économie politique une science sociale". Maspéro 1974.

### Ouvrages sur la critique de l'économie politique.

- K. Marx "Histoire des doctrines économiques". (Théories sur la plus-value). Costes 1925. E.S. 1975.  
"Contribution à la critique de l'économie politique". Editions Sociales 1957.  
K. Korsch.; S. Latouche.; "Karl Marx", Ed. Champ Libre.;  
"Le projet marxiste", Presses Universitaires de France. 1975.;  
E. Mandel.; "La formation de la pensée économique de Karl Marx", Maspéro.;  
J.L. Dallemagne. "L'économie du capital", Maspéro 1978.;

